

# Tendances lait et viande

La lettre de conjoncture - cne - Institut de l'Élevage (ipeb)

Consultable sur le site web de l'Institut de l'Élevage : [www.idele.fr](http://www.idele.fr)

**Décembre 2018**

Numéro 296

Rédaction achevée le 17 décembre 2018

REGARDS  
sur les  
MARCHÉS

## viande bovine

### Jeunes bovins

*France, vers un allègement du marché*

*Europe, hausse saisonnière des cours inégale selon les pays*

### Femelles

*France, baisse des sorties, prix stabilisés*

*Europe, marché saturé et prix sous pression*

### Maigre

*Broutards : un marché qui pourrait s'alourdir*

**Veaux de boucherie, un marché très encombré**

**Veaux nourrissons, cours au plus bas et exportations en baisse**

## lait de vache

- La collecte décroche en France, s'effrite dans l'UE
- Marchés des produits laitiers : baisse de la tension
- Commerce extérieur de la France : dégradation préoccupante

## viande ovine

- France : le manque de consommation continue de peser sur les cours
- « BREXIT » : la perspective d'une absence d'accord semble de plus en plus probable...

## lait de chèvre

- Repli de la collecte espagnole et remontée du prix du lait
- Résorption des stocks de produits de report caprins

## le chiffre du mois

**+ 5,5 %**

C'est la hausse des naissances  
allaitantes sur juillet-octobre par  
rapport à 2017.

## zoom

**De la MILC au coût de  
production et prix de revient  
du lait de vache à partir du  
RICA**

## Jeunes bovins en France : vers un allègement du marché

Les prix des JB français ont démarré tardivement leur hausse saisonnière, mais ont mis un coup d'accélérateur mi-novembre dans le sillage des prix italiens et allemands. Le surplus de mâles de type viande prêts à sortir est à présent quasiment résorbé et l'année 2019 devrait démarrer sur des bases assainies.

### Les prix remontent mais restent bas

Hausse de la production italienne au 1<sup>er</sup> semestre, engorgement des abattoirs français par les vaches laitières, réorientation des viandes polonaises et espagnoles sur le marché d'Europe de l'Ouest depuis l'été en raison de la dépréciation de la livre turque.... Les prix des JB français sont sous pression depuis le mois de mai.

Toutefois, depuis novembre, la remontée des cours en Italie, où les consommateurs sont prêts à payer la viande de jeunes bovins plus cher à l'approche des fêtes, ainsi que les moindres abattages de vaches laitières en France ont permis aux cours des JB français d'enclencher enfin leur hausse saisonnière.

Les cotations des JB ont gagné 9 à 10 centimes entre début novembre et début décembre, mais restent bien inférieures à leurs niveaux de l'an passé. Le JB U cotait 3,96 €/kg de carcasse début décembre (-6% /2017), le JB R 3,80 €/kg (-6%) et le JB O 3,34 €/kg (-3%).



### Beaucoup d'abattages de JB viande en novembre

Le nombre de taurillons de type viande abattus sur les 4 semaines de novembre était en hausse de 9% /2017. Mais l'engorgement semble se résorber. En effet, la hausse de l'âge moyen à l'abattage s'est légèrement réduite entre fin octobre (+7 jours /2017) et fin novembre (+6 jours).

Par ailleurs, le surplus de mâles de type viande âgés de 18 à 24 mois restait élevé au 1<sup>er</sup> novembre en BDNI (+13 000 têtes), mais moins qu'au 1<sup>er</sup> octobre (+15 000) ou qu'au 1<sup>er</sup> septembre (+22 000). Et les classes d'âge inférieures sont, elles, beaucoup moins nombreuses (-17 000 têtes /2017 pour les 12-18 mois). Les sorties de JB viande pourraient donc rebaisser dès le mois de janvier.

### Toujours moins de JB laitiers

Les abattages de JB laitiers ont de nouveau accusé une forte baisse en novembre (-13% 2017). L'engraissement de ces animaux subit en effet un déclin depuis plusieurs années. Au 1<sup>er</sup> novembre, les effectifs de mâles laitiers en BDNI marquaient un fort recul d'un an sur l'autre : -11 000 têtes pour les 18-24 mois et -12 000 têtes pour les 12-18 mois.

### Hausse des exportations de viande

Sur les 9 premiers mois de l'année, les exportations françaises de viande bovine ont totalisé 180 000 téc (+2% /2017 et +2% /2016), dont 147 000 téc de viande réfrigérée (+3% /2017 et +3% /2016). La baisse des envois s'est poursuivie vers l'Italie (-3% /2017 à 53 000 téc), où la production nationale était en hausse. Les ventes se sont également érodées vers l'Allemagne (-1% à 31 000 téc). En revanche, elles ont progressé vers la Grèce (+3% /2017 à 33 000 téc). La forte hausse enregistrée vers la Belgique (+58% à 9 000 téc) proviendrait en partie de bovins belges abattus en France et renvoyés en carcasse en Belgique.

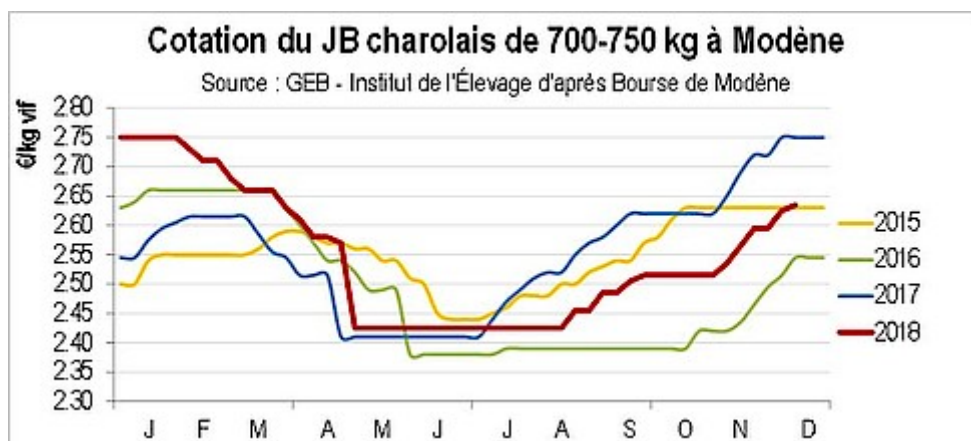
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

## JB en Europe : hausse saisonnière des cours inégale selon les pays

Les effectifs finis en Italie sont en retrait, ce qui dynamise la remontée saisonnière des cours à l'approche de fêtes. La hausse des cours a marqué le pas en Allemagne alors même que les effectifs restent modérés. En Pologne, les prix sont contenus par les difficultés rencontrées vers la Turquie, mais la production commence à plafonner.

### ITALIE : hausse saisonnière dynamisée par la baisse des effectifs

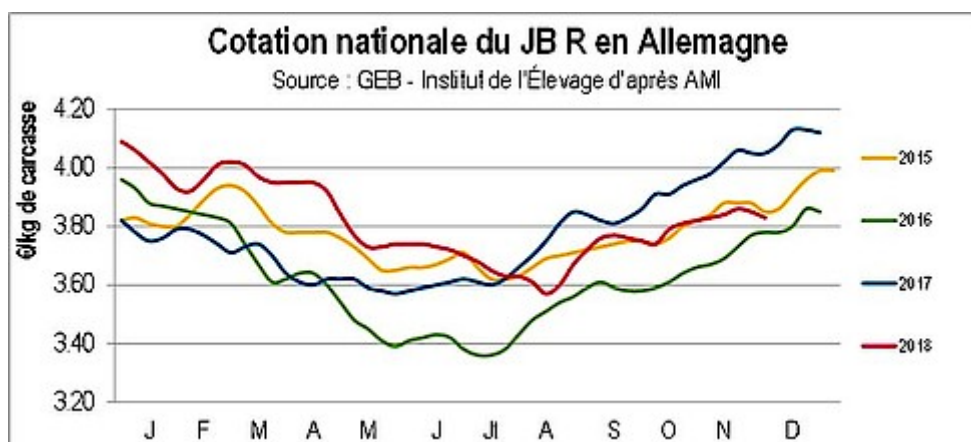
En Italie, les cours remontent depuis fin octobre. La cotation du JB mâle charolais à Modène a gagné 7 centimes en un mois pour atteindre 2,64 €/kg vif le 10 décembre, un niveau intermédiaire entre ceux des deux années précédentes (-4% /2017 et +4% /2016).



Les sorties ont été peu nombreuses en novembre d'après les opérateurs et cette relative pénurie d'offre devrait se poursuivre dans les prochaines semaines. D'après la BDNI italienne, les effectifs de mâles âgés de 1 à 2 ans étaient en baisse au 30 novembre (-4% /2017), de même que ceux de moins d'un an (-1%). Les effectifs de femelles, qui avaient pour partie remplacé les mâles dans certains ateliers pour répondre à l'évolution de la demande du marché, ne progressent plus (= /2017 pour les femelles de 1 à 2 ans).

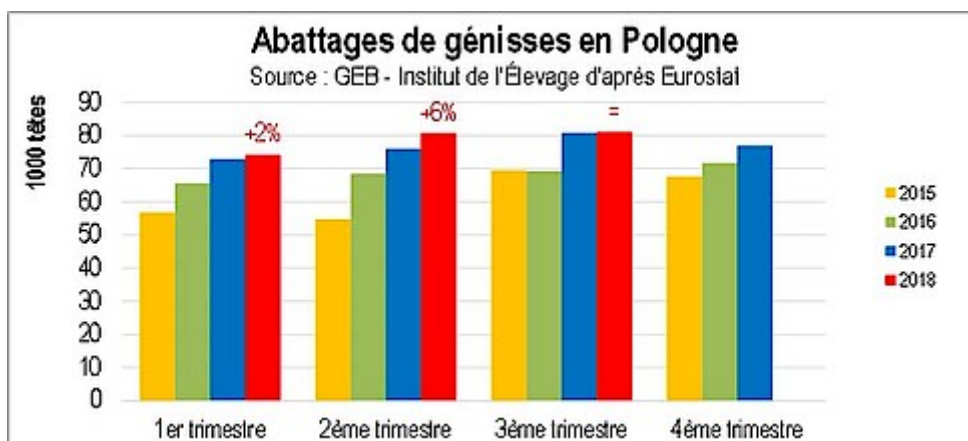
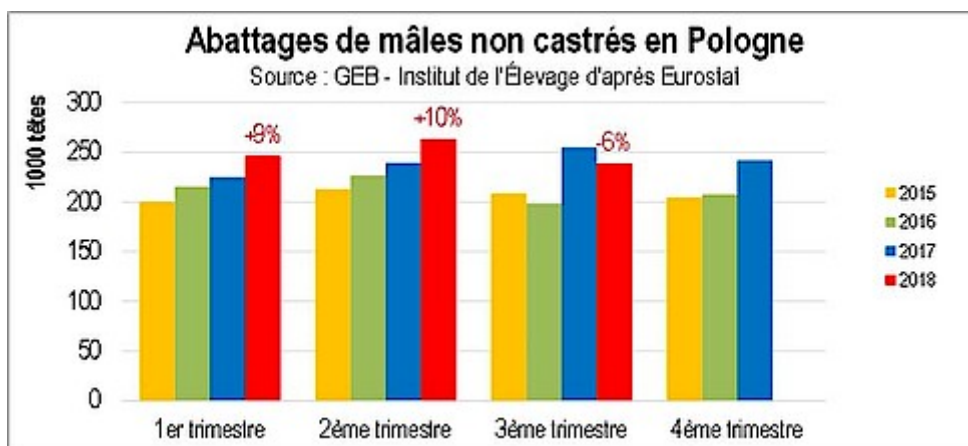
### ALLEMAGNE : la hausse saisonnière marque le pas

En Allemagne, après un mois de septembre relativement chargé (+3% /2017 d'après les données hebdomadaires), les abattages de jeunes bovins ont marqué le pas en octobre (-1%) ainsi qu'en novembre (-1%), ce qui a facilité la reprise saisonnière des cours. Mais fin novembre la hausse a été stoppée net et les prix exceptionnels de fin 2017 semblent à présent inatteignables. Le JB U cotait 3,89 €/kg en semaine 48 (-6% /2017), le JBR 3,83 € (-5%) et le JB O 3,49 € (-5%). Les experts allemands restent toutefois optimistes pour la fin de l'année : ce ne serait qu'une pause dans la hausse des cours, l'offre étant réduite et la demande toujours dynamique.

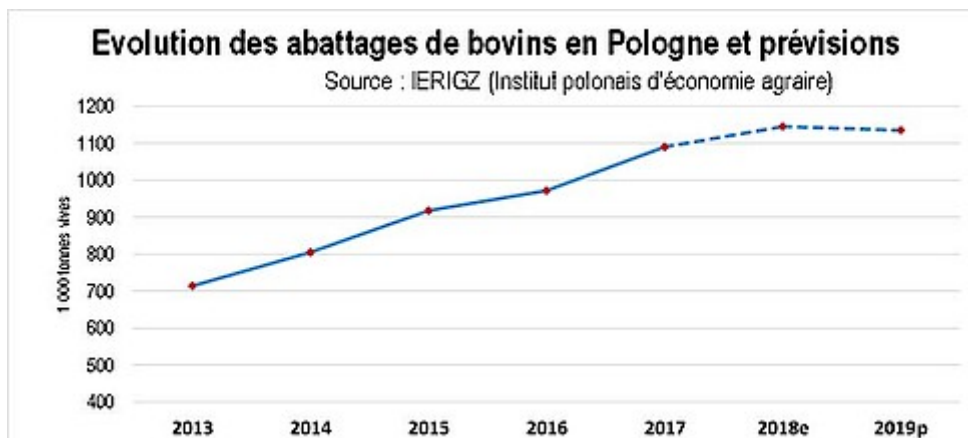


### POLOGNE : La production plafonne

Après des années de progression ininterrompue, modifiant profondément le marché européen de la viande bovine, la production polonaise de jeunes bovins semble plafonner. Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, 239 000 mâles non castrés ont été abattus en Pologne (-6% /2017), ainsi que 81 000 génisses (= /2017), rompant avec les hausses enregistrées précédemment.



Certes, ces effectifs restent élevés, l'année 2017 ayant été particulièrement fournie, mais ce frein dans la hausse semble préfigurer l'année 2019. En effet, les prévisions de l'Institut polonais d'économie agricole IERIGZ parues début novembre annoncent un léger fléchissement de la production nationale en 2019. Après un pic au plus haut en 2018 à 1,145 million de tonnes vives (+5% /2017), la production nationale totaliserait 1,135 million de tonnes en 2019 (-0,4% /2018).



Cette stabilisation de la production polonaise au 2<sup>nd</sup> semestre ne s'est pourtant pas ressentie sur le marché européen du jeune bovin. En effet, la forte dépréciation de la livre turque depuis l'été a considérablement réduit les ventes vers la Turquie, lesquelles avaient redémarré début 2018. Les flux ont été réorientés vers les marchés de l'UE, Italie et Allemagne notamment. Ceci ne se voit pas encore dans les statistiques de commerce extérieur arrêtées en août. Sur les 8 premiers mois de l'année, la Pologne avait expédié 299 000 téc de viande bovine réfrigérée (+1% /2017), dont 29 000 téc vers la Turquie, permettant de réduire les flux vers l'Italie (-11% à 52 000 téc) et vers l'Allemagne (-18% à 29 000 téc).



## Femelles en France : baisse des sorties, prix stabilisés

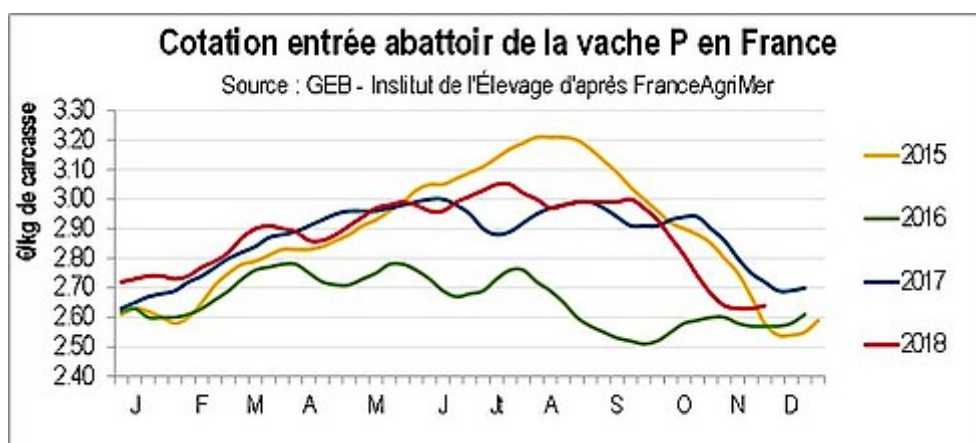
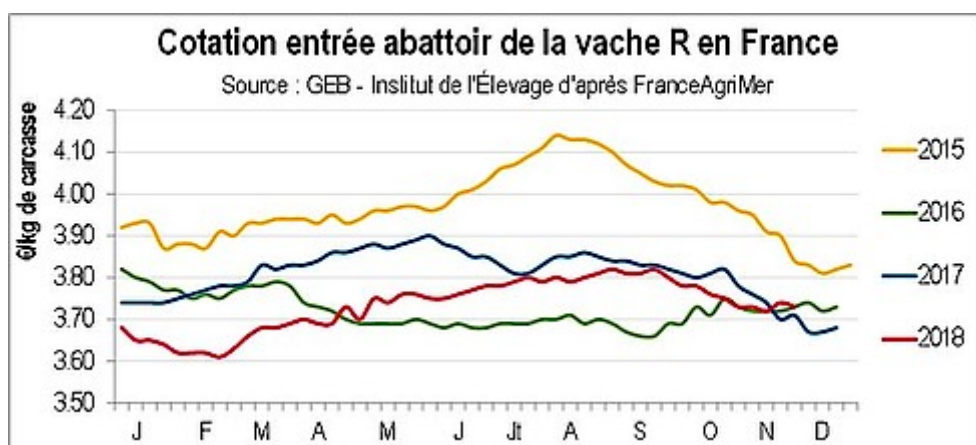
Contrecoup des nombreuses réformes anticipées en début d'automne, les abattages se sont très nettement réduits à partir de novembre. Ce freinage a stoppé la baisse des cours des vaches, laitières comme allaitantes.

### Forte baisse des sorties de vaches

Après une très forte hausse en octobre (+12% /2017), les abattages de vaches laitières se sont considérablement réduits par la suite (-5% sur les 4 semaines de novembre et -8% la première semaine de décembre). Les abattages de vaches de type viande, abondants au premier semestre (+5% /2017), sont inférieurs depuis le mois d'août à leur niveau de l'an dernier. Sur les 4 semaines de novembre l'écart s'est encore creusé (-4% /2017) et les effectifs abattus sont restés modérés sur la première semaine de décembre (-2%).

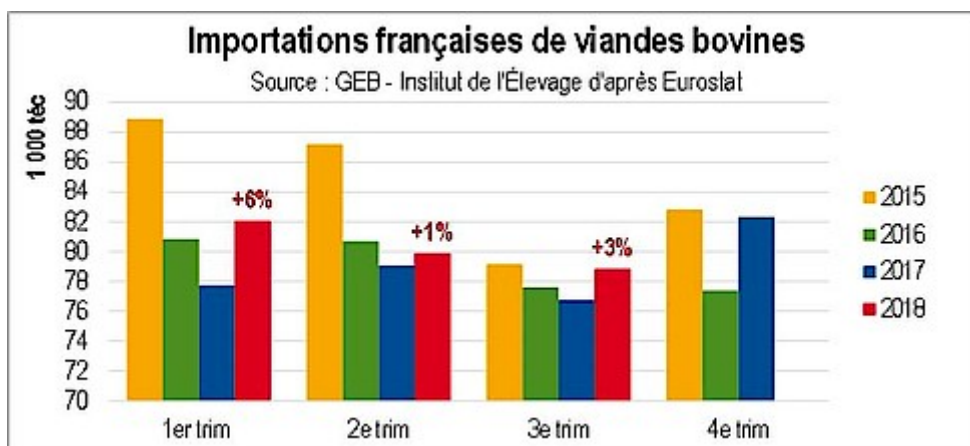
### Arrêt de la baisse des prix

Les prix des vaches ont cessé de baisser mi-novembre, se stabilisant plus ou moins d'une semaine à l'autre. La cotation française de la vache U est même remontée à 4,52 €/kg de carcasse début décembre (= /2017, mais toujours -2% /2016). La vache R cotait 3,73 €/kg début décembre (+1% /2017 ; = /2016), la vache O 3,05 €/kg (-1% /2017 ; +2% /2016) et la vache P 2,64 €/kg (-3% /2017 ; +3% /2016).



### Des importations toujours dynamiques

Au 3<sup>ème</sup> trimestre, les importations françaises de viande bovine ont totalisé 79 000 téc (+3% /2017 et +2% /2016), soit un niveau proche de 2015, ce qui porte à 241 000 téc le volume total importé sur les 9 premiers mois de l'année (+3% /2017 et +1% /2016).



Les anticipations d'abattage de vaches laitières dans les pays d'Europe du Nord ont en effet conduit à des volumes supplémentaires de viande de vache sur le marché européen, qui ont en partie été écoulés en France. Les flux de viande fraîche et congelée ont ainsi progressé en provenance des Pays-Bas (+6% à 60 000 téc), d'Allemagne (+3% à 39 000 téc) et de Pologne (+17% à 24 000 téc). La modernisation des outils de transformation polonais font à présent de ce pays le premier fournisseur de la France en viande désossée congelée (11 000 t de produit), dont une grande partie arrive sous forme de steaks hachés surgelés.

## Hausse du disponible consommable en France

La hausse des abattages et celle des importations ont conduit à une progression des disponibilités consommables en France. Sur les 9 premiers mois de l'année, la consommation par bilan calculée par le SSP (abattages + importations - exportations) s'élève en effet à 1,16 million de téc (+2,0% /2017).

A l'inverse, les achats des ménages mesurés par le panel Kantar poursuivent leur érosion. Sur les 11 premières périodes de l'année, ils enregistrent une baisse pour toutes les catégories (-5% pour les viandes piécées, -0,5% pour les viandes hachées fraîches et -2% pour les viandes hachées surgelées). Deux segments de marchés non mesurés par le panel sont donc susceptibles d'avoir progressé : la consommation hors domicile et la consommation de plats préparés incluant de la viande.

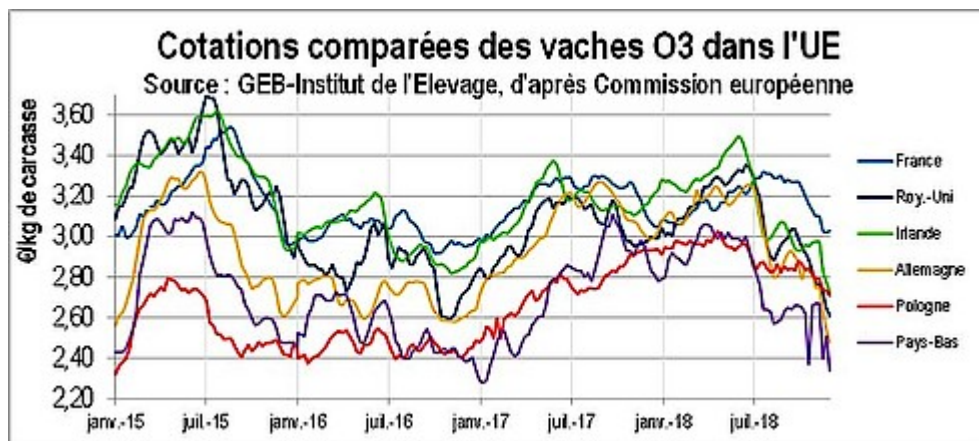
---

*Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)*

## Femelles en Europe : marché saturé et prix sous pression

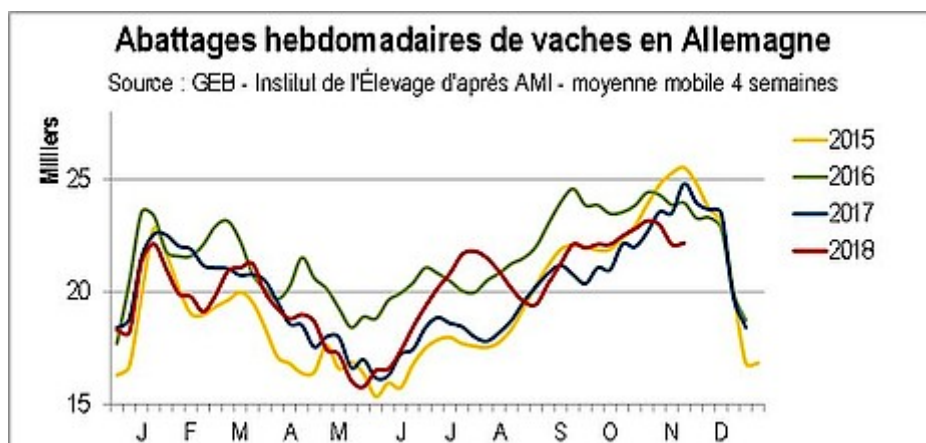
Si les abattages de réformes laitières commencent à diminuer dans certains pays (Allemagne, Pays-Bas, voire Pologne), la sécheresse estivale continue de peser sur les transactions. Le marché européen des femelles demeure saturé et les cours restent sous pression.

Les épisodes climatiques extrêmes de l'été dernier ont nettement modifié le marché européen des femelles. Face au manque important de fourrages, les abattages de réformes laitières ont très nettement augmenté un peu partout en Europe depuis le début du second semestre. Avec cet afflux de réformes, les prix ont très nettement fléché. Si le rythme des abattages tend à se réduire dans certains pays européens (voir ci-dessous), les prix demeurent au plus bas. A 2,67 €/kg éc début décembre, la cotation européenne de la vache O a de nouveau diminué de près de 14 centimes en 4 semaines. Elle est désormais inférieure de 23 centimes à la cotation de l'année dernière et se rapproche du niveau historiquement bas de la crise laitière de 2016 (-5% /2017 ; +2% /2016).



### Allemagne : la baisse des abattages ne freine pas la chute des prix

En Allemagne, le rythme des abattages de vaches réformées semble désormais se réduire. Il avait été jusque-là dynamique pour ajuster les cheptels aux faibles disponibilités en fourrages suite à l'épisode de sécheresse estivale. L'ajustement réalisé, les abattages sont désormais en nette baisse par rapport à l'année dernière sur les quatre dernières semaines connues (-11% /2017). D'après les experts d'AMI, la disponibilité en réformes devrait être désormais plus réduite et pourrait jouer sur les prix.



En attendant et malgré ce ralentissement des abattages, le marché demeure très nettement engorgé en Allemagne comme dans le reste de l'Europe où les prix ont nettement fléchi. Début décembre, la cotation de la vache O atteignait péniblement 2,43 €/kg de carcasse (-12 % sur les 4 dernières semaines connues et -17% /2017), niveau qui n'avait pas été atteint depuis fin 2010 ! Le cours allemand de la vache O est désormais inférieur de 9% à son équivalent polonais (-23 centimes en semaine 48).

Même constat pour les femelles plus conformées qui pâtissent de l'offre toujours pléthorique sur le marché européen. Les cotations allemandes des vaches R s'établissent à 2,77 €/kg de carcasse en semaine 48. Elles ont reculé de 14% /2017 et sont désormais également inférieures aux cotations polonaises de même conformation. Les vaches les moins conformées (P) suivent la même tendance avec une cotation à 1,97 €/kg éc (-17% /2017).

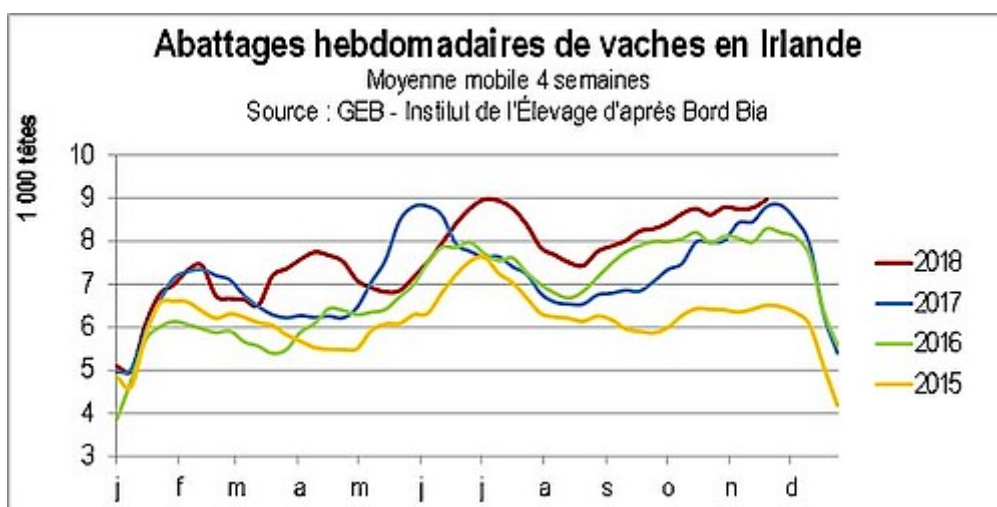
## Irlande : les réformes liées au manque de fourrages ne sont toujours pas terminées

En Irlande, la faible pousse d'herbe au printemps suivie par une sécheresse estivale a des effets importants sur les marchés. Les abattages de réformes laitières ont très nettement progressé au cours des derniers mois. D'après une étude réalisée par le Ministère irlandais de l'agriculture (DAFM ou *Department of Agriculture, Food and the Marine*), le poids d'abattage moyen des femelles est nettement inférieur cette année par rapport à 2017, confirmant l'impact de l'augmentation du nombre d'abattages d'animaux laitiers. Sur les 11 premiers mois de 2018, le poids moyen des génisses abattues a baissé de 2,2 kg éc/tête à 308,7 kg éc et celui des vaches abattues a chuté de 7,7 kg éc à 304,4 kg éc.

D'après la même étude, la conformation des vaches abattues s'est logiquement dégradée : le pourcentage de vaches classées R a baissé de 2 points à 11,7% des vaches abattues, celui des O de 2,4 points (29% des abattages de réformes). En parallèle, les effectifs de P ont augmenté de 4,7 points à 57,4% des vaches abattues. Ces évolutions illustrent l'empressement des éleveurs à se débarrasser des animaux face au manque de fourrages.

La baisse du poids moyen n'a pas suffi à compenser la hausse des effectifs de vaches abattues depuis plusieurs mois (101 000 têtes abattues entre janvier et octobre 2018 d'après Eurostat ; +4% /2017).

D'après les données de Bord Bia, sur les quatre dernières semaines disponibles (semaines 45 à 48), plus de 35 000 vaches ont encore été abattues (+2% /2017 et +8% /2016). Depuis le début de l'année (semaines 1 à 48), ce sont plus de 370 000 vaches qui ont été réformées (+7% /2017 et +11% /2016), soit environ 26 500 vaches de plus qu'en 2017.



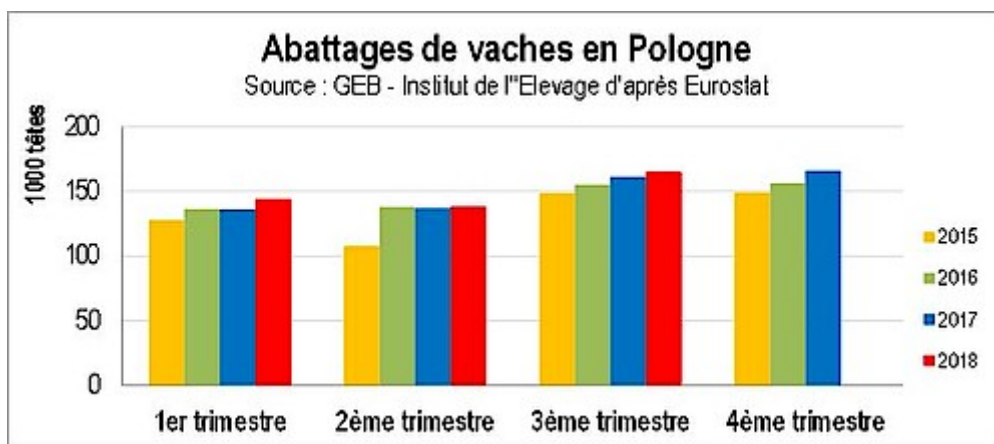
Les prix des vaches sont donc toujours sous la pression du rythme de réforme en Irlande et de l'engorgement du marché communautaire. La cotation de la vache O irlandaise poursuit sa chute, à 2,73 €/kg de carcasse en semaine 48 (-13% /2017). Elle a perdu 25 centimes en un mois (-8% entre les semaines 44 et 48). Les vaches plus conformées ne s'en tirent pas mieux. La vache R est passée en semaine 48 sous la barre des 3 € (2,97 €/kg de carcasse ; -15% /2017). Elle est désormais inférieure de 75 centimes à la cotation française qui peine pourtant !

## Pologne : malgré une meilleure valorisation des avants, les prix suivent la dynamique européenne

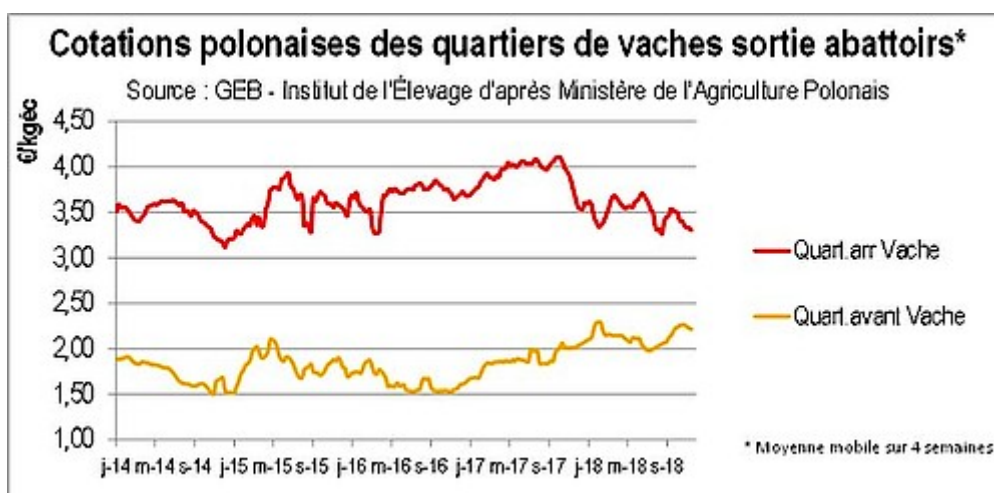
Au troisième trimestre, le rythme des abattages de femelles en Pologne est à nouveau plus dynamique, notamment à cause de l'ajustement des cheptels à la disponibilité limitée en fourrages sur le début de ce trimestre. Les abattages de vaches ont progressé de juillet à septembre (+4% /2017) et sur les 9 premiers mois de 2018 (+3% /2017 et +4% /2016).

Cependant, comme au second semestre, la dynamique d'abattages de vaches semble désormais fléchir. En septembre 2018, elle est orientée à la baisse par rapport au même mois de 2017 pour recoller au niveau de 2016 (respectivement -4% /2017 et = /2016).





Jusque-là, la hausse des disponibilités en Pologne a pesé sur les cours, d'autant que le marché européen reste globalement engorgé. Même avec une valorisation des avants polonais en progression, tirée par le secteur polonais de la transformation, la cotation de la vache O s'érode pour s'établir à 2,71 €/kg de carcasse en semaine 48 (-4% /2017 et -3% /mois précédent).

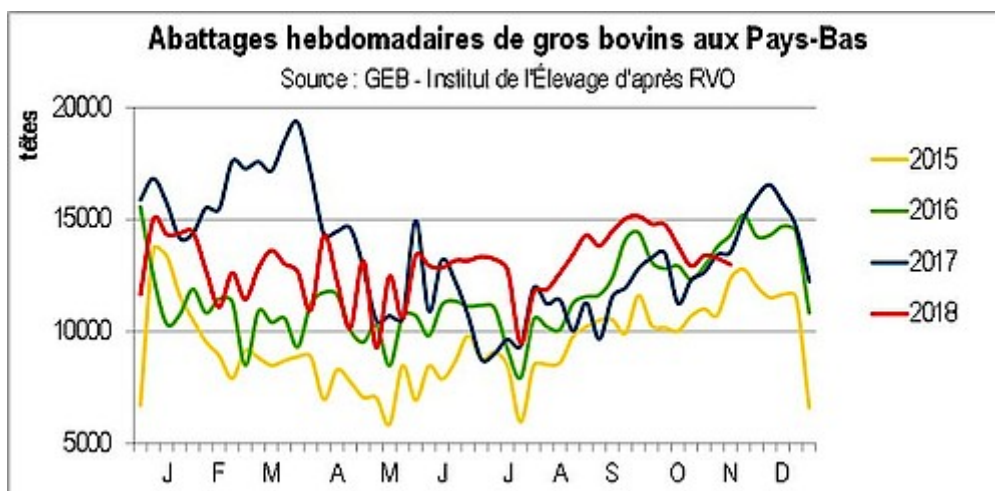


Elle demeure toutefois supérieure aux cotations allemandes (+23 centimes) et hollandaises (+37 centimes), et est désormais équivalente au prix irlandais.

## Pays-Bas : les prix toujours bas malgré des réformes un peu moins abondantes

Aux Pays-Bas, si le nombre d'abattages demeure élevé, la tendance est néanmoins baissière. Les effectifs sont désormais passés sous les niveaux importants des deux années précédentes (-4% /2017 et -9% /2016 en semaine 45). En cumul sur 11 mois, les abattages sont nettement supérieurs à ceux de 2016 (+76 000 têtes soit +15% /2016).

La comparaison à 2017 est difficile, cette année ayant été marquée par un niveau de réformes exceptionnel pour cause de mise en conformité des élevages à la réglementation environnementale. Néanmoins, le cumul des effectifs abattus en 2018 se rapproche de celui enregistré sur la même période de 2017, avec seulement -2,5% d'abattages, soit -15 000 têtes /2017.



Les abattages importants depuis le début du second semestre et les disponibilités accrues sur l'ensemble du marché communautaire continuent de peser sur les cours. La cotation de la vache O poursuit sa chute. Elle a perdu 33 centimes en quatre semaines, pour atteindre 2,34 €/kg de carcasse en semaine 48, soit un niveau similaire à la crise de 2016 (-19% /2017 ; -2% /2016). Malgré des abattages moins dynamiques, elle est désormais nettement inférieure aux cotations polonaise et allemande (respectivement -37 centimes et -12 centimes en semaine 48).

---

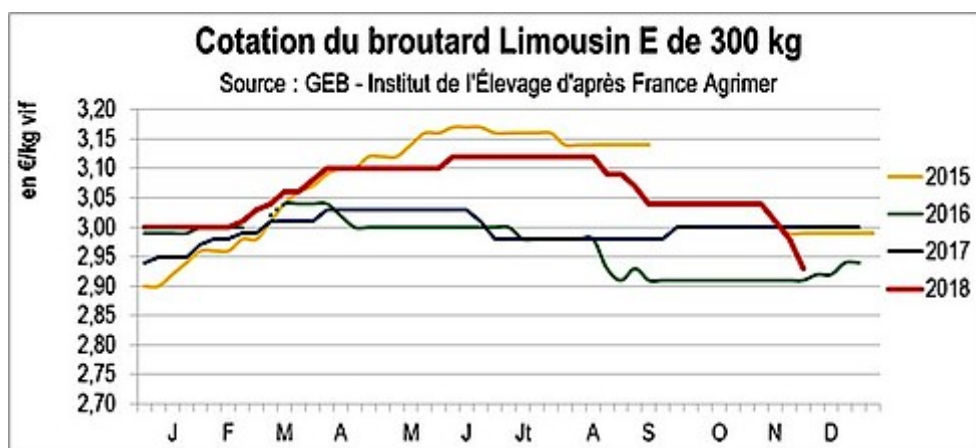
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

## Broutards : un marché qui pourrait s'alourdir

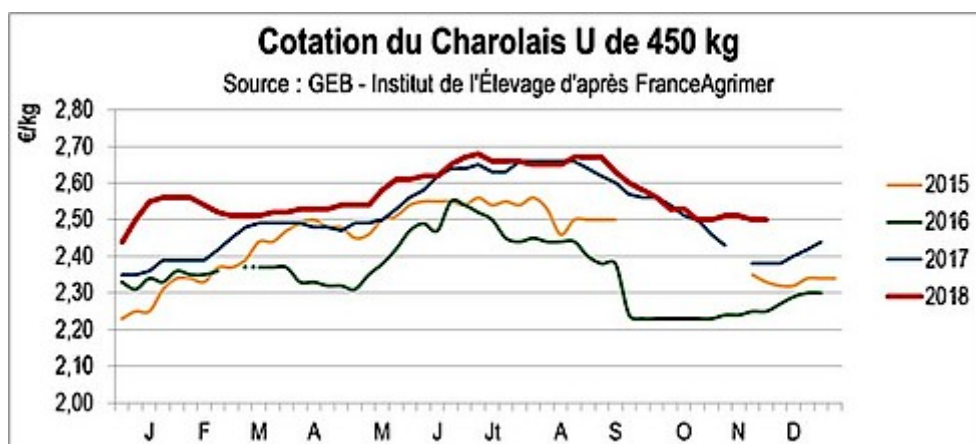
Globalement tendu depuis 18 mois, le marché des broutards pourrait s'alourdir dans les semaines à venir. Alors que l'offre progresse modérément, la demande à l'export semble faiblir.

### Recul des prix en race limousine

Elevés depuis le début de l'année, les cours des broutards limousins, mâles et femelles, se sont orientés à la baisse courant novembre. Ce recul des prix est en partie saisonnier, car lié au pic de l'offre dans cette race, mais en partie conjoncturel. Il serait aussi dû à une moindre demande émanant des engraisseurs italiens. Les sorties de JB italiens étaient très limitées en novembre (voir article JB en Europe), libérant peu de place dans les ateliers pour les broutards français. Le broutard limousin E de 300 kg chute ainsi à 2,93 €/kg en semaine 48 soit -2% /2017 et -19 centimes par rapport à son pic estival. Le Limousin E de 350 kg recule également brutalement à 2,82 €/kg soit -1% /2017 et -15 centimes par rapport à son niveau de l'été passé. Le cours de la femelle limousine s'érode plus légèrement à 2,77 €/kg, en recul de 1 centime par rapport à 2017 et de 8 centimes par rapport à l'été.

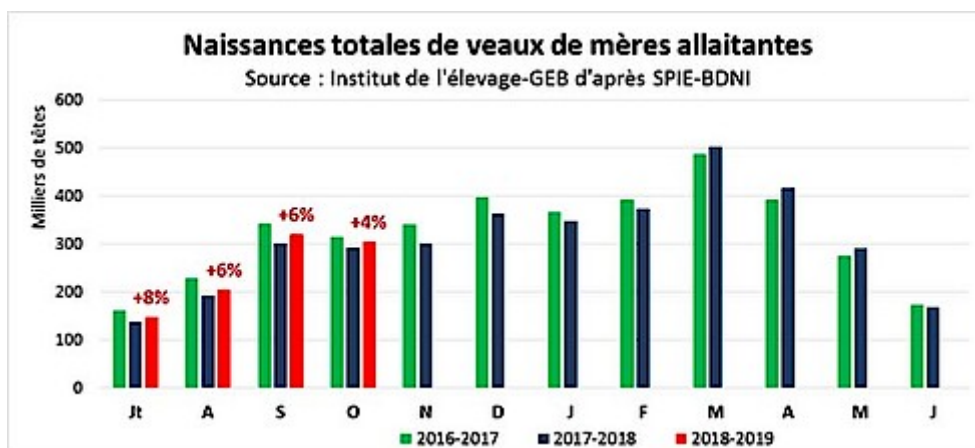


Dans les autres races, la situation évolue peu par rapport au mois écoulé. Les sujets lourds de 400 kg sont toujours rares et demandés. La cotation du Charolais U de 450 kg reste stable depuis début octobre : en semaine 48 elle atteint 2,50 €/kg soit +5% /2017 et +11% /2016. Le Charolais U de 300 kg en revanche retrouve à 2,73 €/kg son niveau de 2017 (+1%) après une érosion progressive de 25 centimes depuis son pic estival.



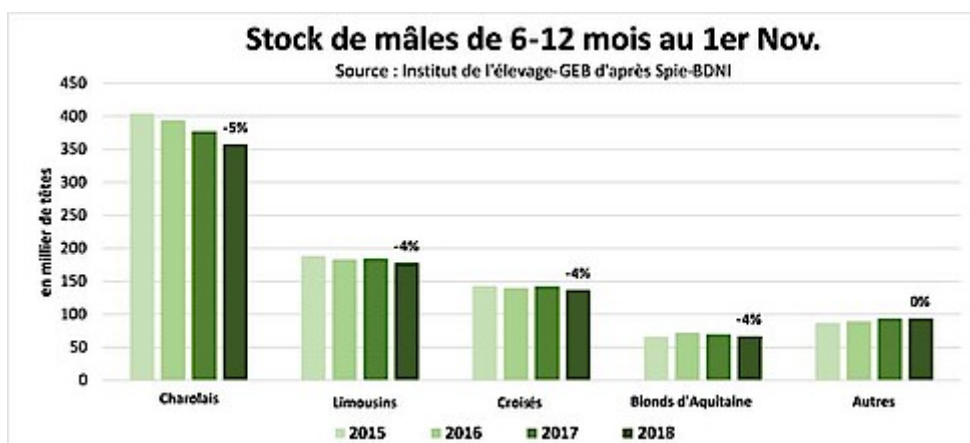
### Naissances : un niveau intermédiaire

On craignait cet été, notamment suite à la sécheresse, un effondrement des naissances allaitantes en fin d'année, comme observé en 2017. Ce scénario ne se réalise pas. La campagne de naissances allaitantes 2018/2019 démarre à un niveau intermédiaire entre 2016 et 2017. Avec 975 600 têtes sur juillet-octobre 2018, les naissances progressent de +5,5% /2017, mais reculent de -6,5% /2016. Les enregistrements de veaux de races allaitantes devraient maintenir un rythme similaire dans les mois à venir voir progresser modérément. Au 1<sup>er</sup> novembre, la baisse du nombre de vaches est moindre que celle des naissances : -1,8% /2017 et -3,5% /2016, à 3 976 000 têtes. Le retard de naissances par rapport à 2016 pourrait donc se combler en partie début 2019 lorsque viendront les vélages décalés par les difficultés sanitaires de 2017.



## Une offre qui se rétablit

Suite au recul des naissances allaitantes au 2<sup>nd</sup> semestre 2017, les stocks de broutards étaient en fort recul depuis des mois et se traduisaient par une offre peu abondante. Ces stocks se rapprochent peu à peu des niveaux des années précédentes : le nombre de mâles de races allaitantes âgés de 6 à 12 mois atteint au 1<sup>er</sup> novembre 832 000 têtes soit -4% /2017. Au 1<sup>er</sup> juin ce recul était de 10% /2017.



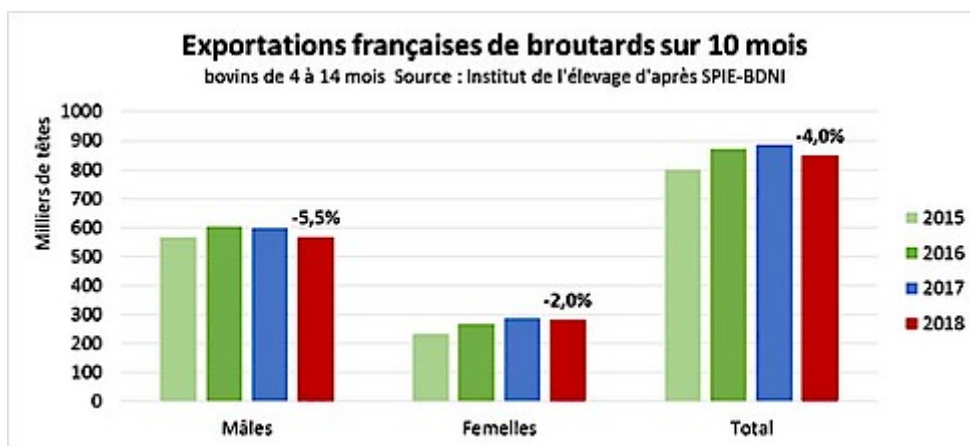
Par rapport à 2017, le recul des effectifs de mâles de 6-12 mois en BDNI est assez homogène entre les grandes races : -5% en Charolais, -4% en Limousins et en Croisés. En revanche comparé à 2016 et 2015 les effectifs de broutards charolais affichent un recul bien supérieur : au 1<sup>er</sup> novembre ils reculent de -9% /2016 et -12% /2015. Les Limousins et les Croisés ne reculent respectivement que de -3% et -2% par rapport à 2016.

## Export : les marchés européens sous pression

Depuis le début de l'année l'export français de broutards est pénalisé par l'offre limitée. Sur 10 mois 850 000 bovins de races allaitantes de 4 à 14 mois ont été exportés, soit -4% /2017 selon la BDNI. Ce recul des exportations est plus marqué chez les mâles (-5,5% /2017 à 567 000 têtes) que chez les femelles (-2% /2017 à 283 000 têtes). Les expéditions de femelles demeurent néanmoins supérieures aux niveaux de 2015 et 2016 (respectivement +21% et +6%).

En octobre 2018 les exportations de femelles allaitantes ont d'ailleurs fortement progressé : à 38 000 têtes soit +9% /2017 et +17% /2016. Cette progression a compensé le recul des envois de mâles (75 000 têtes, -4,5% /2017), pour un total de 113 000 têtes le même mois, soit -0,5% /2017. Le maintien des exportations de femelles témoigne de la vigueur de la demande italienne, mais est également une conséquence du mouvement de décapitalisation dans le cheptel français.





Dans les prochains mois, la demande s'annonce moins soutenue. En **Italie**, les engraisseurs sont moins demandeurs. Le manque d'animaux en âge d'être abattus ralentit les sorties et donc la libération de places dans les ateliers (voir article JB en Europe). En **Espagne**, les engraisseurs sont pénalisés par la crise turque qui a fait baisser les prix des animaux finis. En semaine 48 le JB R cotait sur le marché de LERIDA 3,78€/kgéc, soit -25 centimes ou -6% /2017 et -2% /2016.

Cependant, les exportations de brouards vers l'**Algérie** ont finalement repris en décembre après quelques envois d'animaux finis en novembre. Plusieurs milliers de bovins auraient suivi les protocoles de quarantaine pour rejoindre le marché algérien ces derniers mois et les envois devraient être assez importants malgré des exigences sanitaires drastiques : vaccins sérotypes 4 et 8 avec 60 jours de mise en place de l'immunité et PCR négative.

De plus, quelques centaines d'animaux ont également été exportées en novembre vers la Tunisie, le Liban et le Maroc, mais les volumes restent très limités, notamment en raison des contraintes liées à la FCO. Il est toujours difficile pour les opérateurs de trouver des animaux vaccinés à 60 jours contre les sérotypes 4 et 8. De nombreux animaux ne sont pas vaccinés ou seulement vaccinés contre le sérotype 8 comme l'exige le marché italien. Dans certaines catégories le statut sanitaire des animaux peut générer des écarts de prix importants. L'arrivée annoncée sur le marché début 2019 d'un vaccin ambivalent pourrait aider à fluidifier le commerce vers les pays tiers.

---

*Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)*

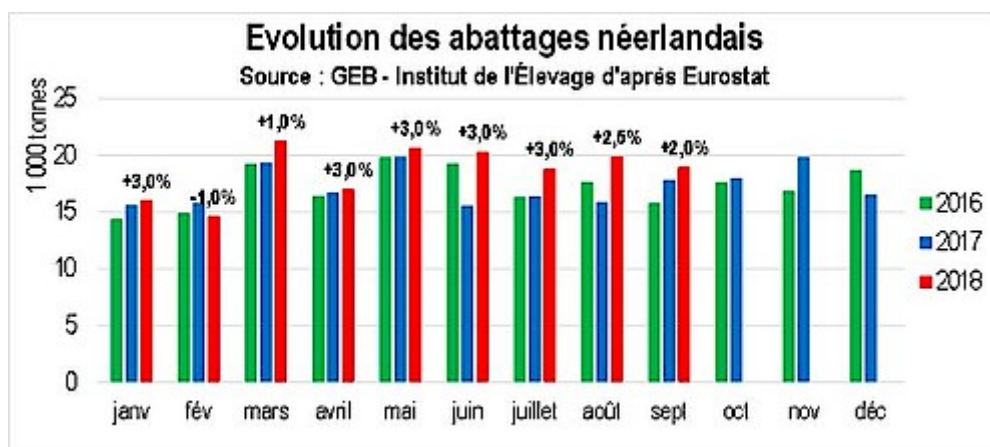
## Veau de boucherie, un marché très encombré

Les cotations des veaux gras se redressent péniblement depuis mi-octobre, mais restent à un niveau décevant. La production abattue en Europe, en légère hausse par rapport à 2017, rencontre une faible demande. Les prix moyens d'achat de viande de veau sont au plus bas en France.

### Des abattages stables en France, en hausse en Europe

En France, les abattages de veaux gras ont rebondi de +3% /2017 en téc en octobre à 16 700 téc. En cumul sur 10 mois, avec 1 049 000 têtes, la production s'est maintenue par rapport à 2017.

Sur 8 mois, la production abattue de veau en Europe (UE-28) totalise 423 000 téc, en hausse de +1,7% /2017, principalement sous l'effet des Pays-Bas. Les abattages néerlandais ont encore progressé en septembre, de +2% /2017 en téc, portant le cumul sur 9 mois à de 1 072 000 têtes (+7% /2017). Sur 9 mois, le poids moyen des carcasses des veaux néerlandais (156 kg) dépasse de +3 kg d'une année sur l'autre. Le dynamisme de la production néerlandaise est en partie dû à l'attrait pour les éleveurs d'une filière plutôt rentable et, pour l'instant, moins contrainte que les autres productions animales par la réglementation environnementale.



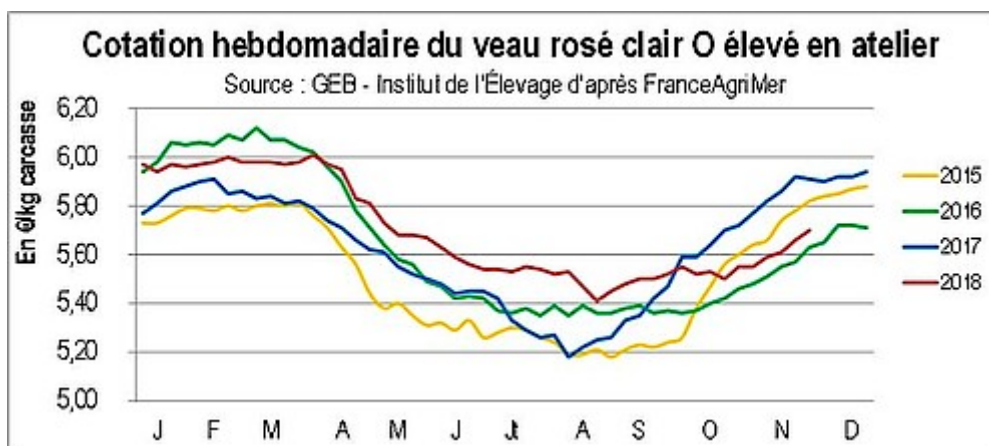
### Consommation : rebond des achats poussé par les promos

Depuis la fin du creux estival du marché du veau de boucherie, la consommation de viande de veau est morose en Europe. La douceur de l'automne puis les périodes de vacances et jours fériés ont contribué à une demande peu dynamique. Le manque de consommation et la hausse de la production européenne ont retardé, la hausse des cours du veau de boucherie partout en Europe. A l'approche des fêtes de fin d'année, période de forte demande, les cours sont décevants et on ne prévoit pas d'augmentation significative avant l'année prochaine.

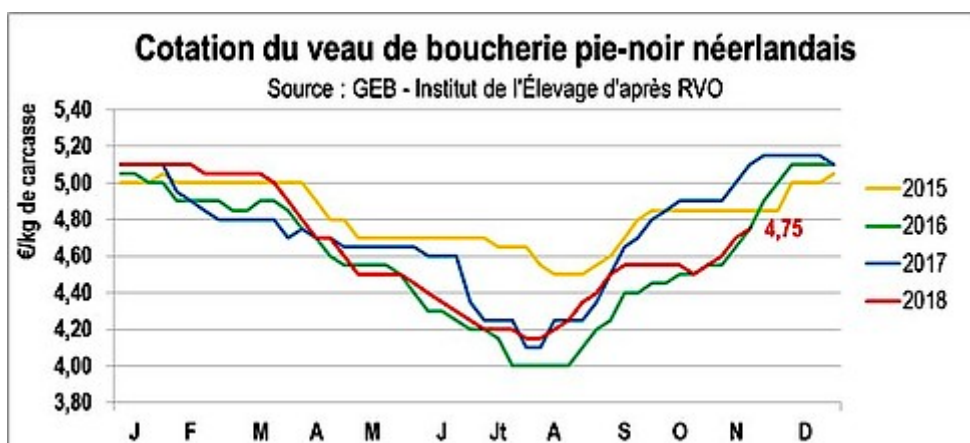
D'après le panel Kantar, les achats de viande de veau des ménages français ont rebondi en novembre à 6 000 tonnes en P11 (+1,1% /2017). Néanmoins, le prix moyen d'achat au kg a dégringolé (-4% /2017), ce qui s'expliquerait par des actions de promotion visant à écouler les invendus des mois précédents.

### En France, hausse tardive et limitée des cotations

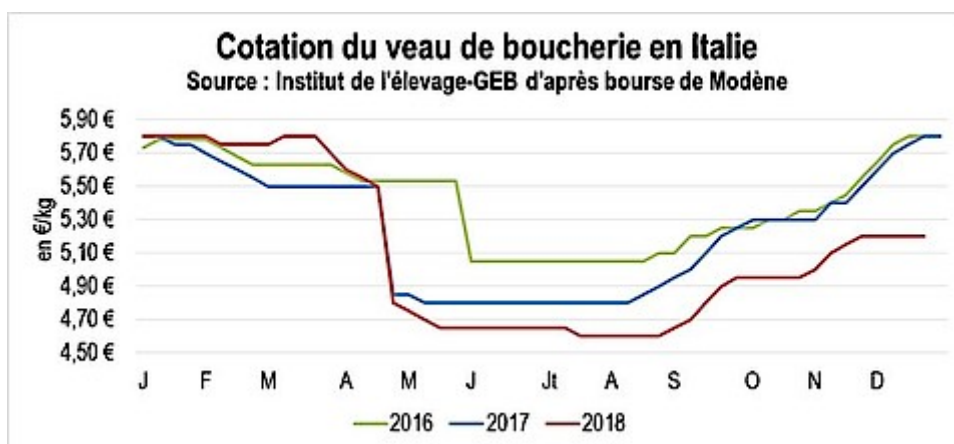
Courant octobre, la cotation du veau rosé clair O a entamé une faible remontée et atteint 5,70 €/kg en semaine 48, soit 15 centimes de plus qu'au début du mois, mais à -21 cts /2017 (soit -3,6% /2017). Les veaux croisés laitxviande semblent pâtir davantage de la faible demande en viande de veau que les veaux laitiers. La cotation du veau rosé clair R reste sous son niveau de 2017, déjà bas, à 6,31 €/kg en semaine 48 (soit -1% /2017 et -1,3% /2016).



Ailleurs en Europe, le constat est le même. Du fait de l'encombrement du marché, la remontée saisonnière des cotations des veaux gras a repris tardivement, en octobre seulement. Aux Pays-Bas, le cours du veau de boucherie pie-noir est à 4,75 €/kg en semaine 46 (soit -7% /2017).



En Italie, la cotation du veau de boucherie a peu progressé depuis la fin de l'été et stagne à 5,2 €/kg depuis la semaine 47 (soit -10% /2017 en semaine 50).



## Des cotations faibles début 2019

Habituellement, le prix des veaux de boucherie en France atteint un plafond courant novembre, représentatif des cours jusqu'au premier trimestre de l'année suivante. Du fait de la hausse saisonnière limitée et tardive de ces cotations, on ne peut exclure une évolution positive des prix en décembre. Cependant, ils resteront vraisemblablement à des niveaux plus bas que les années précédentes alors même que les cours italiens semblent s'être déjà stabilisés.

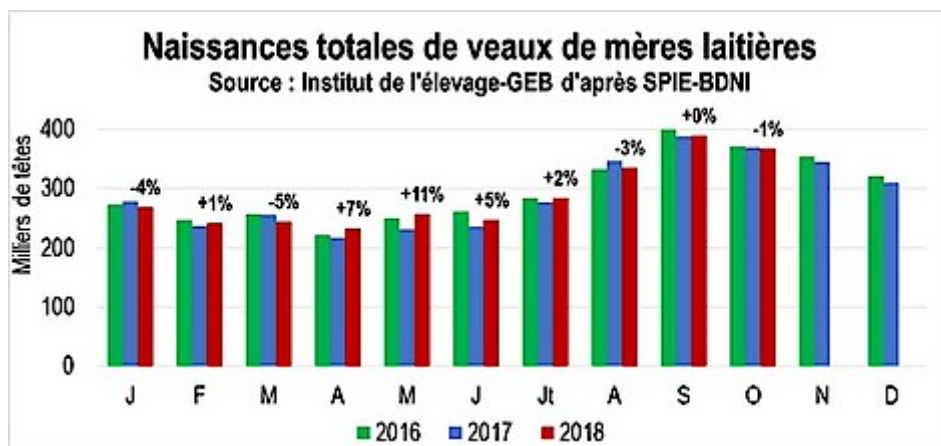
## Veaux nourrissons, cours au plus bas et exportations en baisse

Après un été fluide, le marché des veaux nourrissons est engorgé. La demande espagnole s'essouffle et les débouchés nationaux sont limités, alors que les naissances de veaux issus du troupeau laitier connaissent leur pic automnal. Les cotations des veaux nourrissons stagnent au plus bas.

### Des naissances de veaux de mère laitière quasi-stables

En octobre, les naissances de veaux de mère laitière ont reculé de 1% /2017, à 367 000 têtes. Sur les 2 870 000 naissances des 10 derniers mois, la part de veaux de père allaitant semble se stabiliser après plusieurs années de progression. Ainsi, l'utilisation des semences sexées s'est développée ces dernières années (8% des IA en 2017) : assurés d'obtenir assez de femelles de renouvellement, les éleveurs opèrent des croisements viande avec les mères laitières. Avec la baisse du cours des veaux croisés, l'équilibre entre le surcoût des doses de semences sexées et la bonne valorisation des veaux croisés semble avoir été atteint.

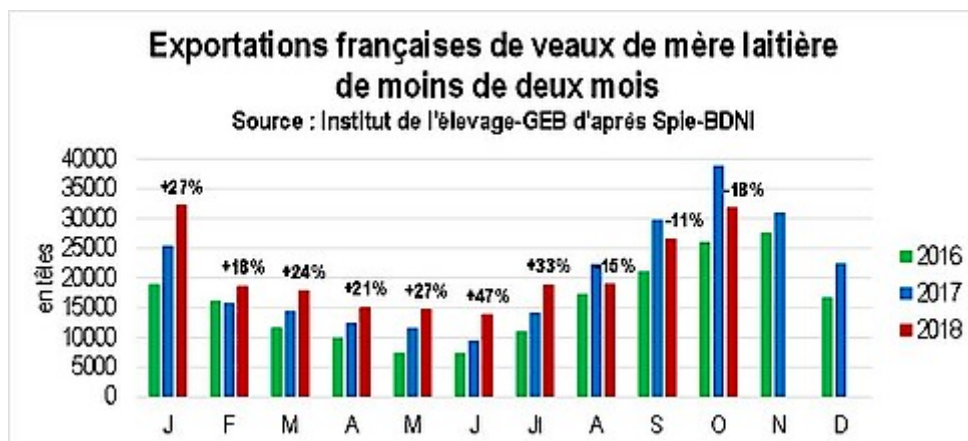
En cumul sur 10 mois, les naissances de veaux laitiers parents laitiers (purs ou croisés) sont quasi-stables et totalisent 2 327 000 têtes (+0,5% /2017), après une baisse marquée en 2016 et 2017. Les naissances de veaux de mère laitière et de père allaitant s'élèvent à 541 000 têtes sur 10 mois, en hausse de « seulement » +4% /2017, alors qu'elles dépassent respectivement de +30% et +18% les niveaux de 2015 et 2016.



### Baisse des exportations vers l'Espagne

La crise monétaire turque de cet été continue à se faire sentir sur le marché des jeunes bovins espagnols qui a subi une contraction de la demande turque. Par ricochet, les importations espagnoles de veaux nourrissons français, qui approvisionnent les ateliers d'engraissement de la péninsule ibérique, ont chuté à partir du mois d'août. Au mois d'octobre, la France a exporté 31 800 veaux de moins de deux mois soit -18% /2017. Malgré la baisse des envois sur les trois derniers mois, 209 000 animaux ont été expédiés sur les 10 premiers mois de 2018, soit +7% /2017 et +42% /2016.

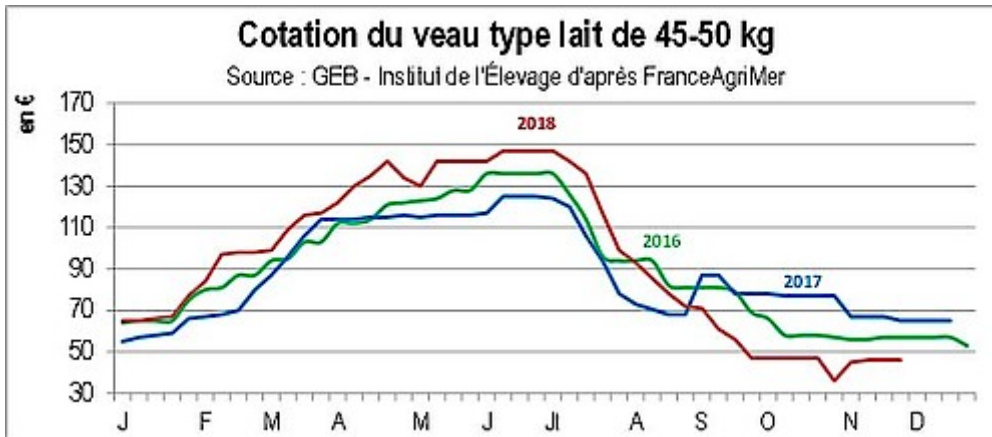
Avec des naissances quasi-stables et des débouchés nationaux en baisse structurelle depuis plusieurs années (Tendances de novembre 2018), le ralentissement des exports finit d'encombrer le marché. Les animaux continuent d'être expédiés, mais à des prix très bas d'autant que les exportateurs doivent répercuter le coût des protocoles sanitaires (désinsectisation et PCR).





## Cours des veaux nourrissons plombé

En novembre, au pic des vêlages laitiers, la cotation du veau type lait de 45-50 kg reste à un niveau historiquement faible de 46 €/tête en semaine 48, soit -19 euros ou -30% /2017. Début novembre, les prix ont connu un creux lié à la grève de ramassage des animaux initiée par la FFCB (Fédération Française des Commerçants de Bestiaux). La grève d'une dizaine de jours a pris fin lorsque que les différents acteurs de la filière se sont engagés à réfléchir en 2019 à la politique sanitaire de la France vis-à-vis de la FCO. Selon la FFCB, le protocole actuel de désinsectisation et de test des animaux qui repose sur eux a atteint ses limites.



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

## La collecte décroche en France, s'effrite dans l'UE

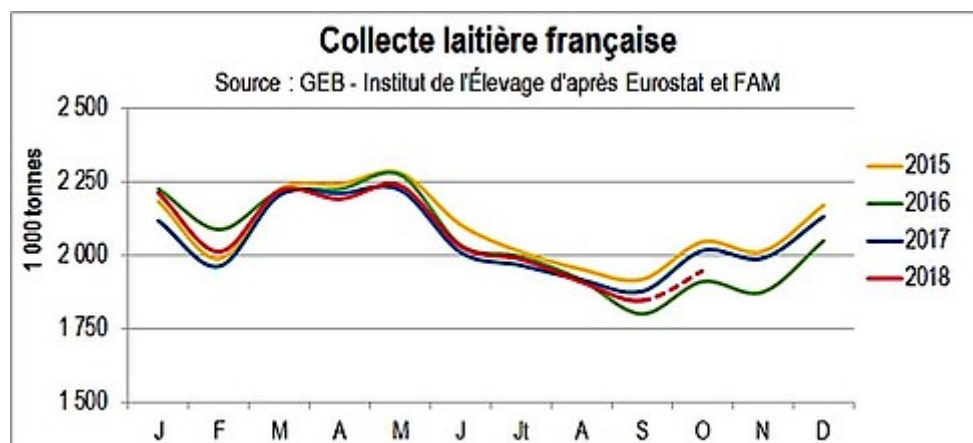
Les conséquences de la sécheresse et de la canicule qui ont sévi sur l'Europe se font pleinement sentir. Cet automne, la collecte décroche en France et s'effrite dans l'UE-28. Elle devrait demeurer ralentie durant tout l'hiver jusqu'à la remise à l'herbe au printemps prochain.

### Chute de la collecte en France

Après avoir été conforme à la baisse saisonnière jusqu'en août, la collecte nationale a fléchi en septembre (-1,7% /2017), puis a décroché au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018. Elle aurait chuté de 4% en octobre et novembre d'après les sondages hebdomadaires FranceAgriMer. Elle ne serait ainsi que faiblement supérieure au bas niveau de 2016 (respectivement +1,9% en octobre et +2,4% en novembre).

Cet automne, le décrochage de la production laitière affecte diversement les bassins laitiers. La baisse de collecte est très prononcée dans le Grand-Est, notamment en Bourgogne-Franche-Comté (-10% en novembre), où les conséquences de la sécheresse ont fortement affecté la quantité et la qualité des fourrages. Elle est également très forte dans le Sud-Ouest où les difficultés climatiques ont accentué le fort mouvement de déprise laitière. Elle se situe dans la moyenne dans la plupart des autres régions. En revanche, la production se maintient dans les Hauts-de-France et en Normandie où la sécheresse a été moins sévère et peu pénalisante.

La qualité du lait est redevenue normale, après avoir été impactée par les effets de la canicule. Les taux de matière grasse et de matière protéique ont baissé respectivement de 0,6 g/l (40,99 g/l) et de 0,45 g/l (33,36 g/l) en septembre 2018, et les teneurs en cellules ont explosé.

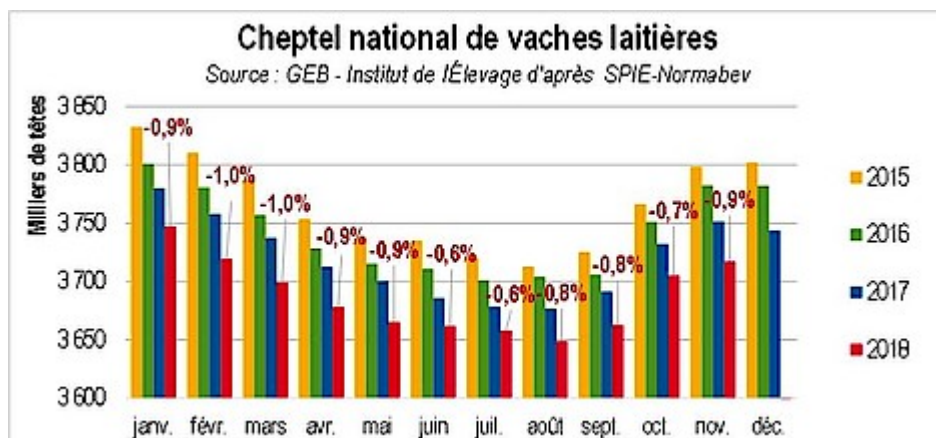


Sur les 11 premiers mois, la collecte française se retrouve au plus égale à celle de 2017, si bien que la collecte cumulée terminera l'année 2018 légèrement sous celle de 2017.

### Cheptel laitier réduit et rajeuni

Le recul de la collecte nationale s'explique en partie seulement par l'évolution du cheptel laitier qui connaît au 2<sup>nd</sup> semestre une hausse saisonnière peu prononcée, malgré une forte hausse des entrées de génisses en lactation. Les éleveurs ont abondamment réformé depuis août pour ajuster dans de nombreuses régions leur troupeau à des disponibilités fourragères réduites. Sur trois mois, de juillet à octobre, les sorties de vaches ont bondi de 8% /2017.

Dans le même temps, les entrées de génisses en production ont augmenté plus modestement (+4% /2017). Ainsi au 1<sup>er</sup> novembre, le cheptel national comptait 0,9% de vaches laitières de moins qu'en 2017, d'après les inventaires dans SPI-BDNI.



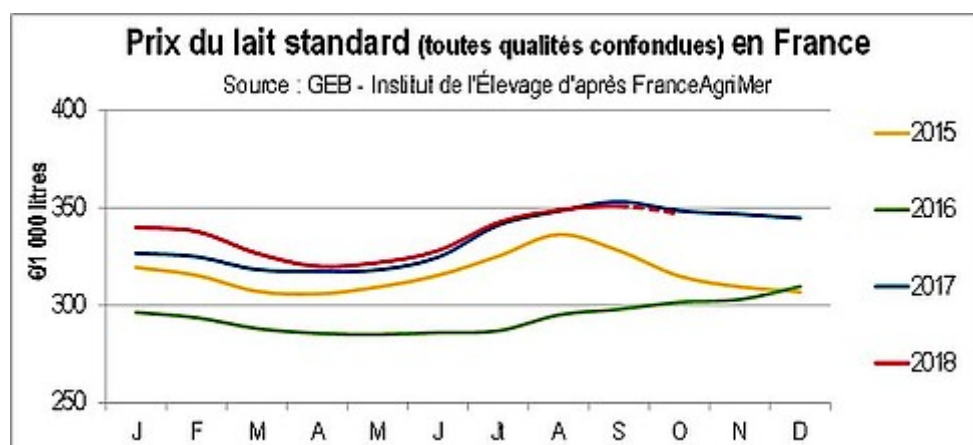
L'ampleur des réformes, variable selon les bassins laitiers, dépend surtout de l'ambiance laitière. Au 1<sup>er</sup> novembre, le cheptel de vaches laitières est quasi stable dans le Grand-ouest (-0,2% /2017), en légère hausse en Nord-Picardie (+0,5%) et en Normandie (+0,6%). Il a sensiblement baissé dans le Grand-Est (-0,8%), plus nettement dans les autres bassins jusqu'à -5,7% /2017 dans le Sud-ouest où la déprise laitière semble s'intensifier.

## Conduite économe des stocks fourragers

Les éleveurs ont d'autre part adopté une conduite alimentaire très économe pour gérer au mieux leurs stocks fourragers jusqu'à la fin de l'hiver. Ils ont notamment accru leurs achats d'aliments du bétail pour compléter le manque de fourrages. Les fabrications d'aliments du bétail pour vaches laitières ont ainsi bondi au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, de +4% /2017 selon le SNIA-Coop de France.

L'évolution de la collecte hivernale s'annonce ralentie dans la plupart des régions, plus particulièrement dans l'Est et le Massif central où les stocks fourragers sont faibles. Elle pourrait en revanche se maintenir au niveau de l'hiver dernier dans le Grand Ouest, en Normandie et en Nord-Picardie où la quantité et la qualité des maïs fourragers sont globalement correctes.

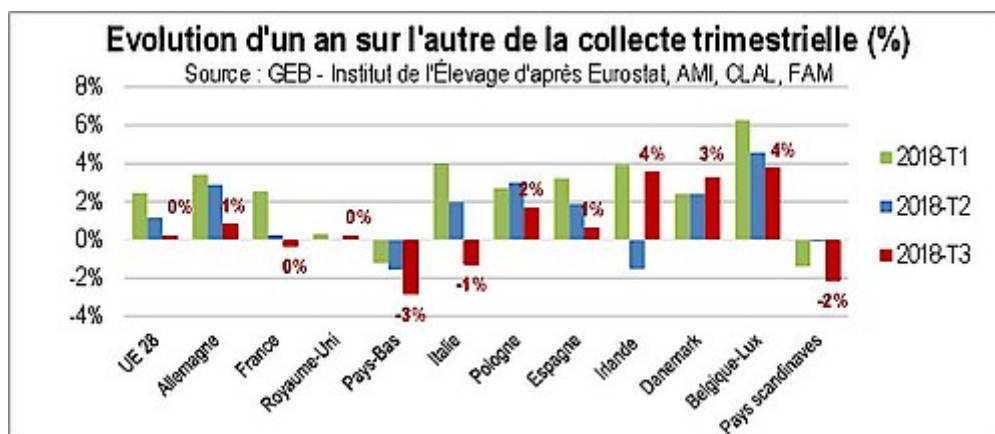
En France, le prix du lait standard toutes filières confondues (y compris les laits AB et AOP) a poursuivi sa hausse en septembre, pour terminer le 3<sup>ème</sup> trimestre à 351 €/1 000 l sous l'effet des indices saisonniers positifs versés par la plupart des laiteries. Il se situe légèrement sous son niveau de 2017 (-0,5% ou -2 €). Le prix devrait légèrement reculer en octobre et repasser sous la barre des 350 €/1 000 l, sous le double effet d'une baisse du prix du lait valorisé en beurre/poudre maigre sur le marché européen en octobre (-30 €/1 000 l) et de la fin des indices saisonniers positifs.



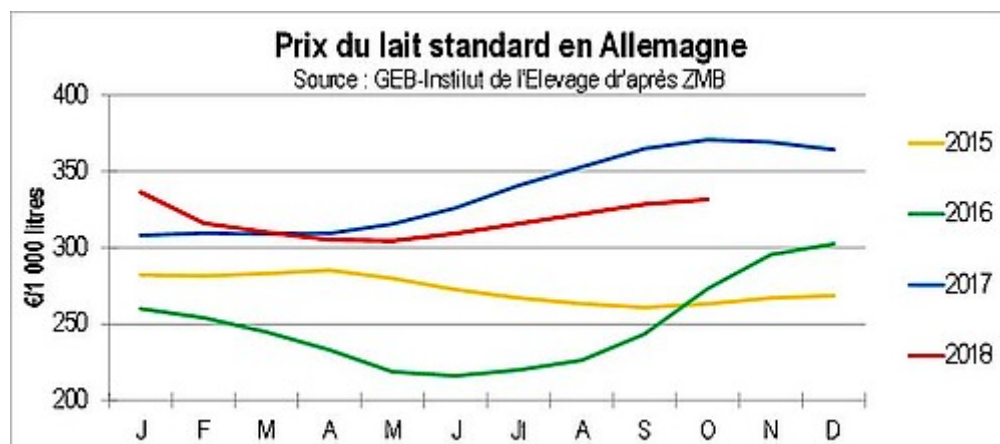
## Collecte ralentie en Europe du Nord

Aux Pays-Bas, la production laitière décroche encore plus fortement (-5,5% /2017 en octobre) sous l'effet conjugué de disponibilités fourragères limitées et de la forte contraction du cheptel pour cause de mise aux normes des élevages aux réglementations environnementales. La collecte reflue également en Finlande, en Suède et dans la plupart des États membres situés dans l'est de l'UE-28.

En Allemagne, la baisse saisonnière de la production laitière est moins prononcée. La collecte automnale reflue de -1 à -1,5% /2017 d'après les estimations hebdomadaires de ZMB. Cette baisse s'explique notamment par les nombreuses réformes de vaches non gestantes en fin de lactation destinées à économiser les stocks fourragers diminués par la vague de chaleur estivale.



Le prix du lait standardisé (38 g de MG et 32 g de MP) a progressé au 3<sup>ème</sup> trimestre de 16 € à 332 €/1 000 l en octobre, tiré par l'amélioration de la valorisation du lait transformé en beurre/poudre maigre. Il reste très en-deçà de son niveau de l'an dernier (-11% /2017). Cet écart pourrait se réduire de nouveau dans les prochains mois avec une probable stabilisation de la valorisation du lait transformé en beurre/poudre maigre. A un tel prix du lait, la collecte allemande demeurera probablement peu dynamique jusqu'au printemps prochain.



## Production rétablie dans les îles britanniques

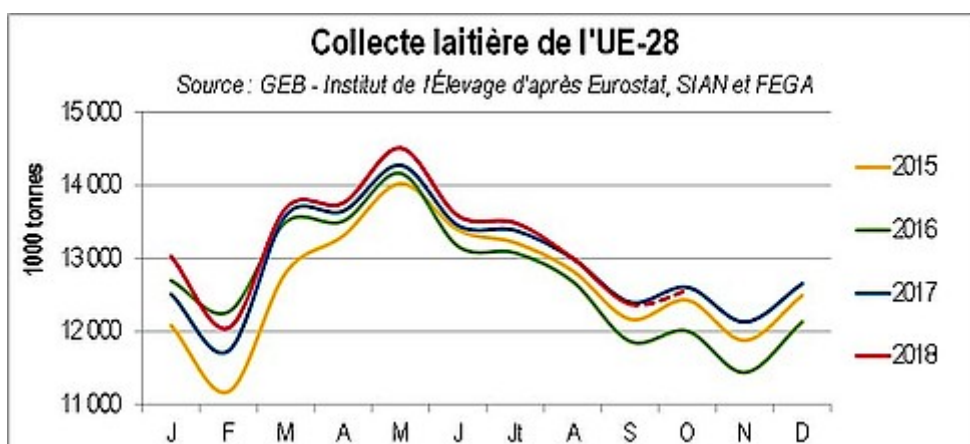
Au **Royaume-Uni**, la collecte se redresse doucement (+0,7% /2017 en septembre et octobre), grâce à une météo plus océanique depuis septembre. En **Irlande**, la collecte a en revanche rebondi en septembre et octobre, respectivement +10% et +20% /2017, grâce à des conditions climatiques automnales très favorables à la pousse de l'herbe (croissance double de la normale). Ce rebond a gommé le retard accumulé durant le printemps et l'été derniers pour cause de sécheresse exceptionnelle. En somme, la collecte annuelle progresse faiblement en 2018 (+3% /2017 d'après nos estimations), soit 2 fois moins vite qu'en 2017 (+9% /2016).

Remonté à 347 €/1 000 l en septembre, le prix du lait standard payé aux éleveurs irlandais est toujours stimulant, bien qu'inférieur à son niveau de l'an dernier (-23 €/1 000 l soit -6% /2017). À 332 €/1 000 sur 9 mois, il accuse un léger retard de 10 €/1 000 l par rapport au très bon niveau atteint en 2017 (346 €). Pour compléter leurs maigres récoltes fourragères, les éleveurs laitiers irlandais ont acheté d'importantes quantités de fourrages et accru de 75% leurs dépenses alimentaires selon Teagasc.

## Fléchissement de la collecte européenne

Au **Danemark** et en **Pologne**, la production laitière poursuit une croissance ferme et régulière, avec respectivement +2,0% /2017 et +2,8% /2017 en octobre. Sur dix mois, leur collecte cumulée a progressé de 2,5% /2017.

Depuis septembre, la collecte laitière de l'UE-28 décroît sensiblement : -0,3% /2017 en octobre, après -0,2% en septembre. Malgré cela, la collecte cumulée demeure positive (+1,1% /2017 sur dix mois). Ce léger reflux devrait se prolonger fin 2018 et début 2019, auquel cas la collecte annuelle progresserait au plus de 0,9% /2017.



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)



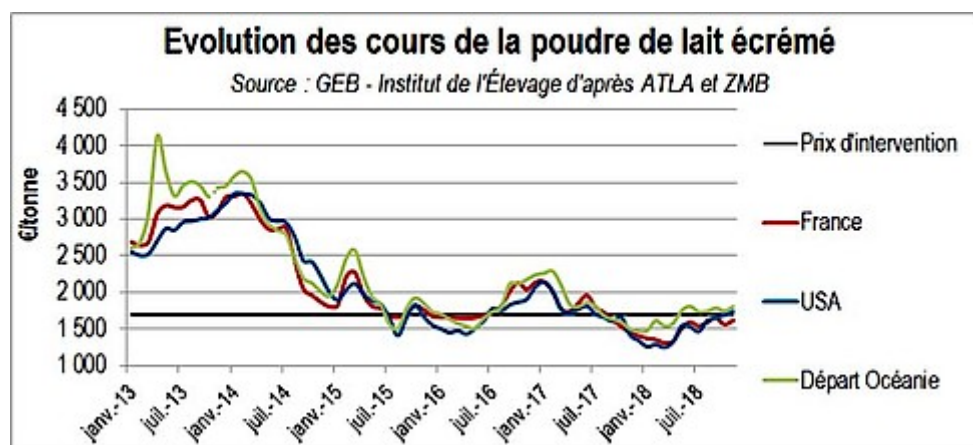
## Marchés des produits laitiers : baisse de la tension

La tension sur les marchés des produits laitiers semble se réduire en cette fin d'année. Les cours du beurre comme ceux des fromages sont orientés à la baisse. Face à une production en recul, le déstockage de la poudre maigre se poursuit à un rythme élevé, maintenant une pression sur les cours.

### Poudre maigre : un marché toujours sous pression

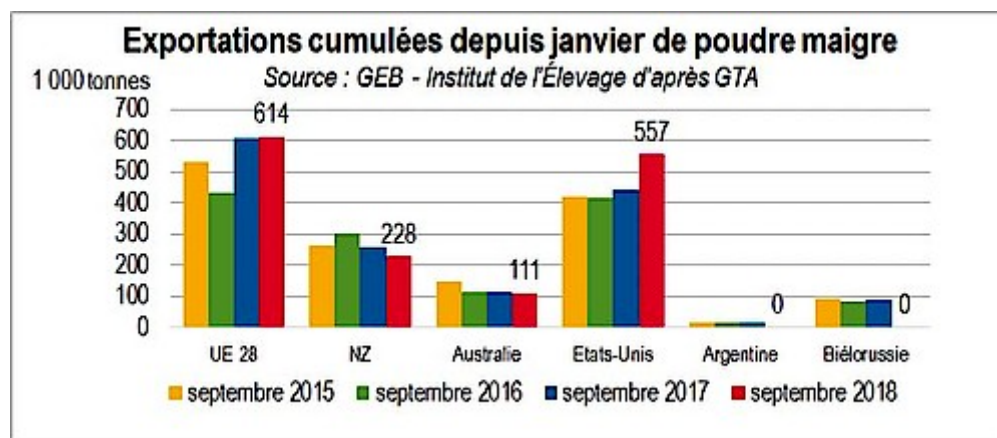
Les cours de la poudre maigre ont légèrement évolué à la hausse en novembre, toujours maintenus sous pression par les stocks importants et les ventes aux enchères européennes. La cotation ATLA sur le marché spot a gagné 100 €/t en 4 semaines. Début décembre elle affichait 1 700 €/t, un niveau se situant entre celui de 2017 (+19%) et de 2016 (-16%).

Alors que les fabrications européennes de poudre maigre ont enregistré en septembre leur 6<sup>ème</sup> mois consécutif de recul par rapport à 2017, et une production sur 9 mois en recul de 1%/2017, les ventes aux enchères des stocks d'intervention permettent de satisfaire la demande. L'automne connaît en effet une accélération des ventes. Avec un déstockage de 27 000 t en octobre, les stocks ont été ramenés à 252 000 t au 1<sup>er</sup> novembre. La baisse devrait se poursuivre puisque 56 000 t ont été vendues sur le seul mois de novembre. Les stocks devraient donc passer sous la barre des 200 000 t d'ici la fin 2018. Si le prix minimum d'acceptation des offres d'achat a légèrement progressé à 1 300 €/t, il reste encore très bas et freine la hausse des cours.



La légère progression des cours s'observe également en Océanie, où ils ont rebondi en novembre (+55 €/t en 1 mois) pour atteindre 1 800 €/t, son 2<sup>ème</sup> plus haut niveau de l'année. La hausse s'est poursuivie aux États-Unis pour le 4<sup>ème</sup> mois consécutif à 1 740 €/t.

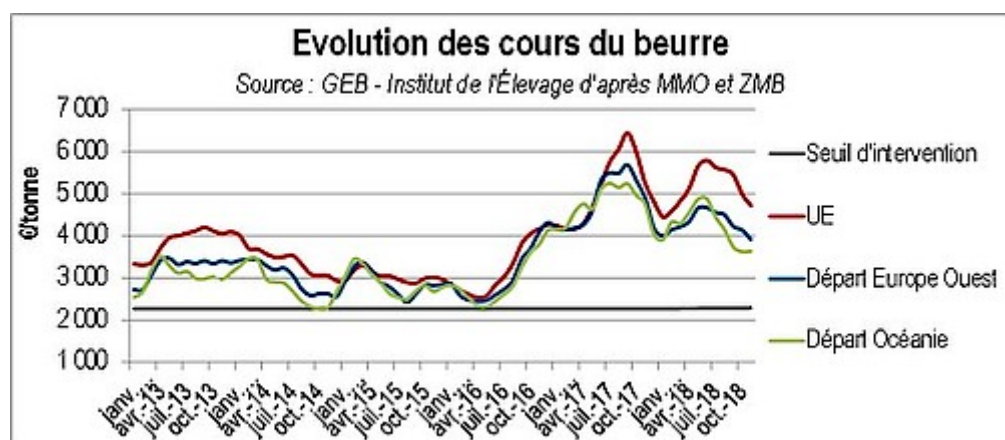
La poudre maigre européenne est toujours compétitive sur le marché international ce qui facilite les exportations européennes qui demeurent sur les 3 premiers trimestres plus élevées qu'en 2017 (+1%). Le marché international demeure cependant abondé par les États-Unis dont les envois progressent de 26% sur les 9 premiers mois, grâce à d'importantes disponibilités, qui ont compensé le retrait de la Nouvelle-Zélande.



La remontée des cours devrait être lente cet hiver et contenue par la remise sur le marché des produits à l'intervention, malgré la collecte laitière européenne ralentie.

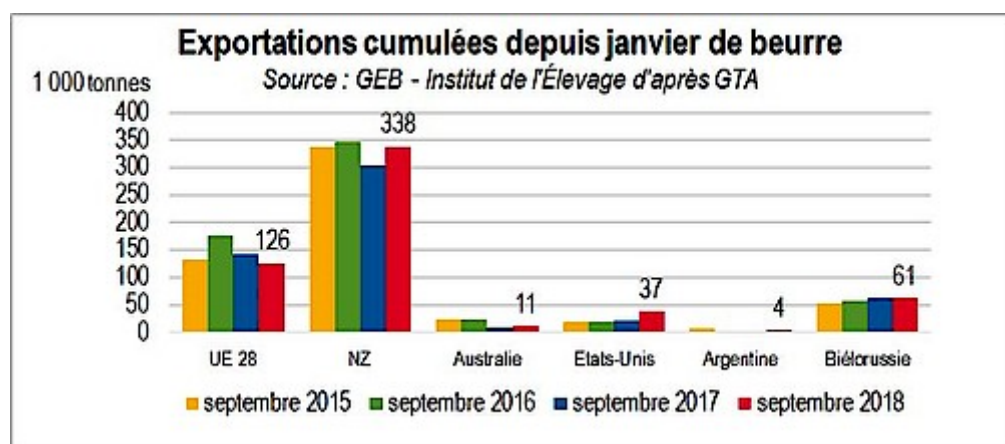
## Moindre tension sur le marché du beurre

Le recul des cours du beurre entamé en juillet s'est poursuivi en novembre, de manière plus modérée que le mois précédent. La cotation ATLA sur le marché spot affichait 4 400 €/t début décembre, après avoir perdu 250 €/t en novembre. Ce niveau demeure inférieur à celui de 2017 (-10%) et de 2016 (-4%). Il se situe également très en-deçà du prix moyen des contrats (5 100 €/t).



La concurrence sur le marché international, avec les fortes exportations néozélandaises (+17% /2017 sur le 3<sup>ème</sup> trimestre) et l'arrivée de nouveaux pays comme l'Uruguay, l'Ukraine ou l'Inde maintient une pression sur les prix au niveau mondial et également en Europe. Compte tenu des cours élevés, le beurre européen reste non compétitif sur le marché mondial. En septembre, les envois européens ont reculé pour le 7<sup>ème</sup> mois consécutif par rapport à 2017, si bien que les exportations cumulées ont fléchi de 11% sur les 9 premiers mois.

En conséquence, les transformateurs européens ont réduit les fabrications de beurre qui sont repassées en septembre sous celles de 2017 (-1%) et qui ont faiblement progressé sur 9 mois (+1,4% /2017).



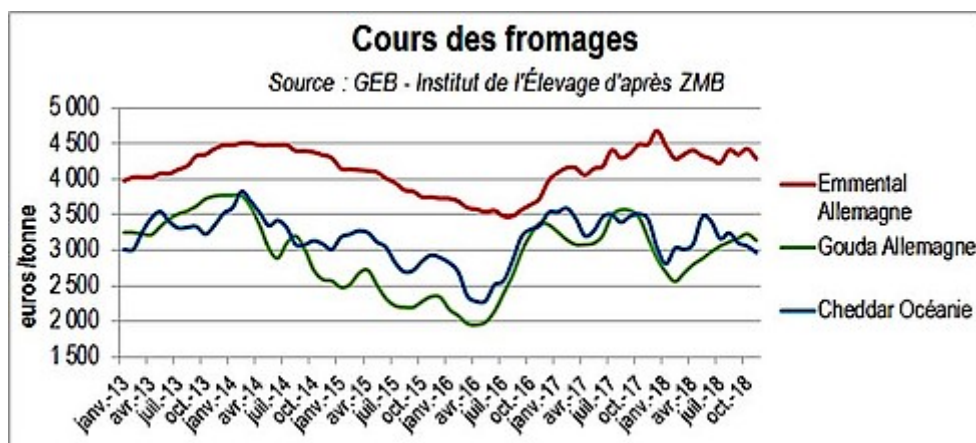
Mais certaines informations laissent penser que le recul des cours pourrait être freiné dans les semaines à venir. Les dernières enchères du *Global Dairy Trade* début décembre ont enregistré une légère remontée des cours (+3% /enchère précédente), même si le niveau atteint reste le 2<sup>ème</sup> le plus bas depuis le début de l'année. Le prix FOB du beurre en Nouvelle-Zélande s'est également stabilisé en novembre. Le pic de collecte néozélandais étant passé, les fabrications devraient diminuer. En outre, la consommation de beurre par les ménages allemands a progressé en octobre et en novembre, tirée par des prix au détail en recul et l'approche des fêtes. Enfin, les stocks européens de beurre affichent des niveaux relativement bas pour la saison, ce qui pourrait soutenir les cours.

## Recul des cours des fromages

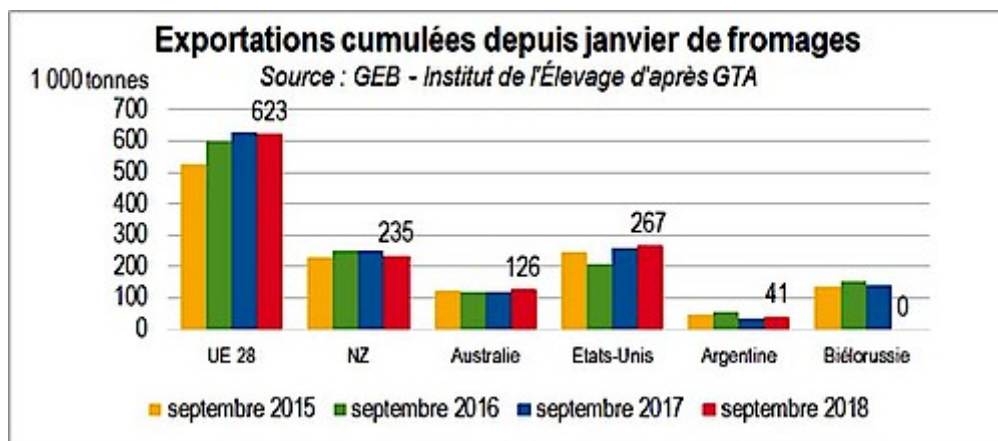
Face à une demande limitée, les cotations européennes des fromages ont reculé en novembre. Après 8 mois consécutifs de hausse, le cours du gouda (fromage commodité) a enregistré un recul de 90 €/t en novembre, à 3 140 €/t. Le cours océanique du cheddar a poursuivi sa chute entamée en juin et retrouve son niveau du début de l'année, sous les 3 000 €/t.

Le cours de l'emmental, peu échangé hors UE, est plus chaotique et a baissé en novembre (-140 €, -3% d'un mois sur l'autre), repassant sous son niveau de l'année dernière (-1%).

Les stocks européens de fromages restent en début d'automne à des niveaux relativement élevés pour la saison, même s'ils ont entamé une baisse en septembre. Face à ces volumes stockés et à une demande contenue, les industriels européens ont freiné les fabrications fromagères, qui sont repassées en août et septembre sous le niveau de 2017 (respectivement -2% et -4%). Après un fort démarrage en début de l'année, les fabrications cumulées ont égalé le niveau de 2017 sur les 3 premiers trimestres.



La demande semble moins dynamique en cette fin d'année sur les marchés européen et mondial. Les exportations européennes de fromages sur pays tiers ont légèrement reculé au 3<sup>ème</sup> trimestre (-1% /2017) sur un marché mondial plutôt calme où les échanges internationaux ont stagné. D'un côté le dynamisme de l'Australie (+16%) et de l'Argentine (+24%) a compensé le retrait de la Nouvelle-Zélande (-2%), des États-Unis (-5%) et de l'UE.



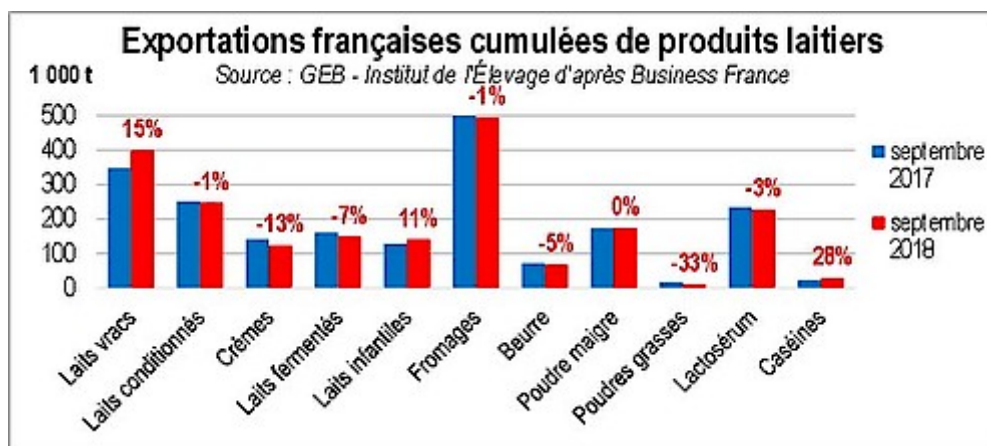
## Commerce extérieur de la France : dégradation préoccupante

L'excédent commercial de la France en produits laitiers s'est nettement érodé (-11% /2017) à 3,1 milliards d'euros au cours des 9 premiers mois de 2018 selon les Douanes. D'un côté, la France a légèrement accru ses importations (+5% à 4,1 milliards d'euros) et de l'autre, elle a subi un fléchissement de ses expéditions (-3% à 7,2 milliards d'euros).

Le solde commercial exprimé en matière solide utile a reculé de 4% sur la même période, sous l'effet d'une sensible hausse des importations (+1% /2017) et d'une baisse de même ampleur des exportations. Cette dégradation provient essentiellement de la chute de l'excédent en matière grasse (tous produits confondus).

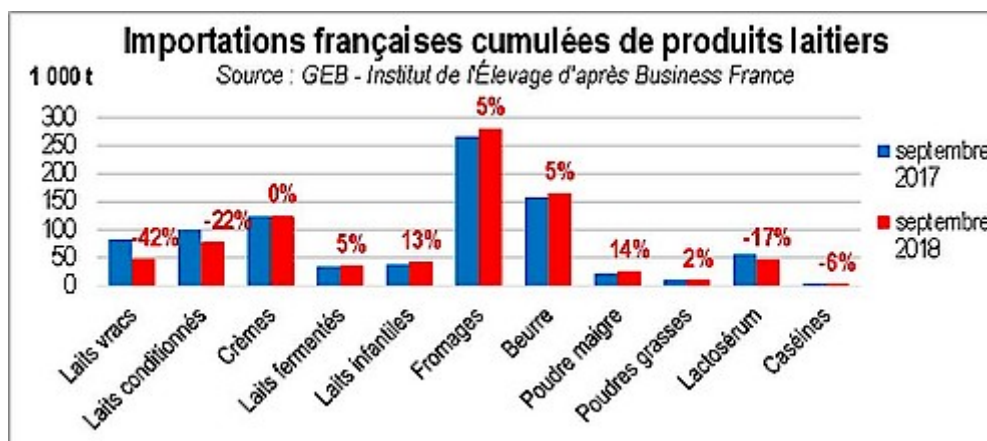
### Effritement des exportations

Les exportations de produits laitiers ont surtout subi une nette dépréciation des prix de vente (-5% /2017). Ce sont particulièrement les ventes d'ingrédients secs (26% des exportations totales) qui ont fléchi (-12%) du seul fait de la baisse des prix. Les exportations de fromages (43% de la valeur des exportations) ont légèrement progressé en valeur (+1%), grâce à des tarifs en hausse (+2%) qui a compensé l'érosion des expéditions (-1%). Les exportations de beurre (8% des ventes totales à l'export) ont progressé en valeur (+5%), grâce à des tarifs en hausse (+11%) qui ont largement compensé la baisse des envois (-5%).



### Progression des importations

Les approvisionnements extérieurs en fromages (28% de la valeur totale) ont progressé de 5% en valeur comme en volume. Les achats supplémentaires proviennent essentiellement des Pays-Bas, d'Italie et d'Allemagne qui sont aussi les trois principaux fournisseurs (respectivement 63 000 t, 69 000 t et 61 100 t sur les 273 600 t en 9 mois). Les importations de beurre (20% des importations totales beurre anhydre compris) ont bondi de 19% du fait de la hausse concomitante des prix (+14%) et des volumes (+5%). Les volumes supplémentaires proviennent principalement de Belgique et secondairement des Pays-Bas. Les importations d'ingrédients secs (15% de la facture totale) ont été stables sur les 9 mois de 2018, en volume comme en valeur.



## Érosion du solde commercial de presque tous les produits

Le solde commercial s'est au final déprécié pour la plupart des produits laitiers. L'excédent commercial en fromages a cédé 3% à +1,0 milliard € sur 9 mois. Celui des laits infantiles a fléchi de 11% à 487 millions €, probablement suite à l'affaire Lactalis, et celui des ingrédients secs de 17% à +600 millions €.

La France a d'autre part accru son déficit commercial en beurre (+34% à -450 millions) et en crème (+26% à -85 millions €). En revanche elle a stabilisé son excédent en laits conditionnés (84 millions €) et accru celui en lait vrac (+45% à 95 millions €). La progression de l'excédent en laits vrac, en volume comme en valeur, révèle le faible appétit des transformateurs laitiers français dans un contexte de collecte française plutôt atone.



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

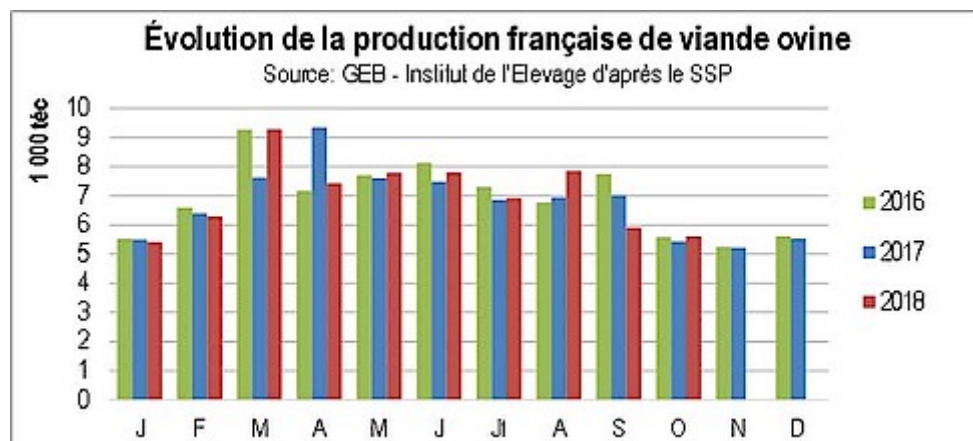


## FRANCE : le manque de consommation continue de peser sur les cours

Alors que la pression à l'import s'accroît, le cours de l'agneau français plafonne faute de demande.

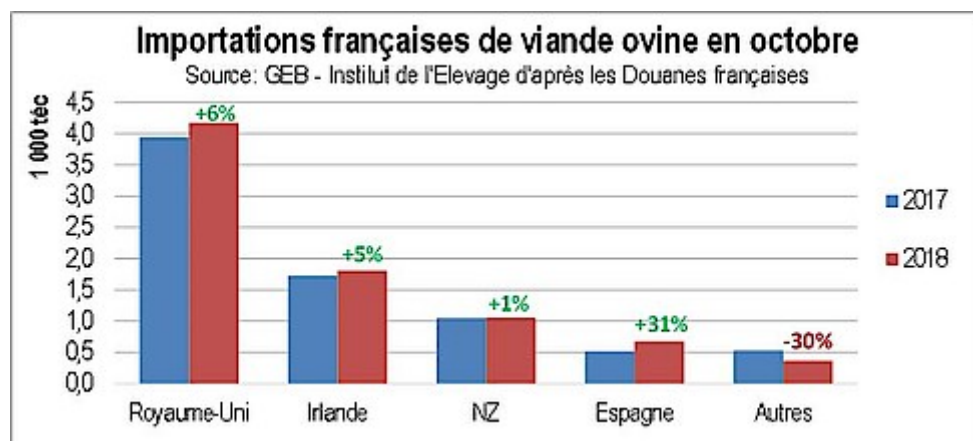
### Les abattages sont repartis à la hausse en octobre

Après un creux en septembre lié au décalage de l'Aïd et à l'impact de la sécheresse estivale, les abattages français d'agneaux et d'ovins adultes ont progressé de respectivement 3% (à 241 000 têtes) et 4% (à 45 000 têtes) en octobre, par rapport à 2017. Alors que les poids moyens de carcasse des agneaux étaient en légère hausse (+1% /2017 à 18,5 kg), ceux des ovins adultes affichaient un repli de 3% (à 25,6 kg). Au total, la production française de viande ovine a atteint 5 600 téc en octobre, soit 3% de plus que l'année précédente.



### Les volumes importés augmentent, tandis que leurs prix reculent

Dopées par la hausse des arrivées de viande ovine européennes et océaniques, les importations françaises ont progressé de 4% en volume en octobre par rapport à 2017 (à 8 100 téc).



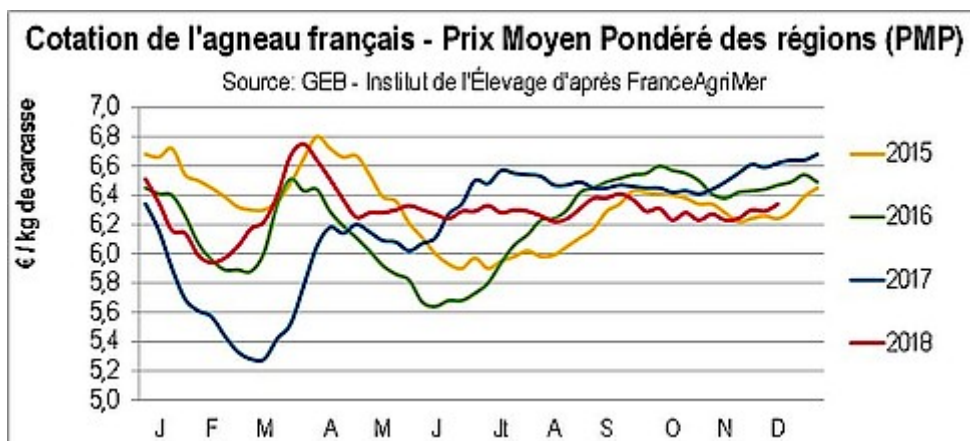
Leurs prix étaient en outre plus compétitifs que l'année précédente, pesant donc davantage sur le cours de l'agneau français : à respectivement 4,3 et 4,9 €/kg équivalent carcasse, les prix des carcasses d'agneaux réfrigérées importées du Royaume-Uni et d'Irlande étaient en effet inférieurs de 6% et 1% à leurs niveaux de 2017.

### Toujours de moins en moins de consommation

Avec des abattages français stables sur 10 mois (à 70 000 téc), des importations de viande ovine réduites de 2% par rapport à 2017 (à 75 000 téc) et des exportations dynamiques (+5% à 7 700 téc), la baisse de la consommation française de viande ovine calculée par bilan se poursuit (-1% /2017 en cumul de janvier à octobre). Cette évolution est confirmée par les données issues du panel Kantar : sur la période allant du 25 décembre 2017 au 4 novembre 2018, les achats de viande ovine par les ménages français ont diminué de 5% par rapport à l'année précédente.

## Le cours de l'agneau reste nettement inférieur à ses niveaux de 2016 et 2017

Le manque de consommation et la hausse de la pression à l'import impactent toujours négativement la cotation française qui continue de plafonner sous ses niveaux des deux années précédentes, malgré l'approche des fêtes de fin d'année. À 6,34 €/kg de carcasse début décembre, le Prix Moyen Pondéré des régions calculé par FranceAgriMer était ainsi 28 centimes inférieur à sa valeur de 2017 (-4%) et 13 centimes inférieur à celle de 2016 (-2%).



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

## « BREXIT » : La perspective d'une absence d'accord semble de plus en plus probable...

---

Report du vote sur l'accord de retrait au Parlement britannique, vote de défiance contre la Première Ministre Theresa May et détermination de l'Union européenne à ne pas renégocier l'accord... Le « Brexit » paraît pour l'instant mal engagé.

### Un vote crucial reporté au Parlement britannique

Alors qu'il a déjà été avalisé par les 27 autres États Membres de l'UE lors du Sommet européen du 25 novembre 2018, l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'UE doit encore être voté au Parlement britannique. Initialement prévu le 11 décembre, ce vote a toutefois été reporté par la Première Ministre Theresa May, en raison des profondes divisions parlementaires qui menaçaient de voir l'accord rejeté. Le projet d'accord de divorce est en effet loin de faire l'unanimité au Royaume-Uni, ne satisfaisant ni les partisans d'un « *Brexit* dur » ni ceux souhaitant rester dans l'Union européenne.

Officiellement, Theresa May compte sur ce report pour demander de nouvelles concessions sur le texte à l'UE, et notamment des garanties sur le fait que la clause de sauvegarde, obligeant le Royaume-Uni à rester dans une Union douanière avec l'UE tant qu'aucune autre solution ne sera trouvée pour éviter le retour d'une frontière physique entre les 2 Irlandes, ne s'appliquera pas indéfiniment. Les 27 restent toutefois inflexibles et ne souhaitent pas renégocier le traité à ce stade.

### La Première Ministre Theresa May surmonte un vote de défiance

En repoussant le vote sur l'accord de retrait à la Chambre des Communes, Theresa May s'est attirée les foudres de nombreux députés et notamment de ceux de son parti, qui ont aussitôt réclamé un vote de défiance contre leur Première Ministre. Après s'être engagée à quitter ses fonctions au gouvernement avant les élections législatives de 2022, Theresa May a finalement remporté ce vote de défiance le 12 décembre, à 200 voix contre 117.

Mais la bataille est encore loin d'être gagnée. À moins de 4 mois du « *Brexit* » (prévu le 29 mars 2019 à minuit), le calendrier est très serré et Theresa May doit encore largement convaincre les députés britanniques. Quoiqu'il arrive, elle s'est engagée à soumettre au vote l'accord de divorce avant le 21 janvier 2019.

À l'heure où un « *no deal* » (absence d'accord) est présenté par les experts comme catastrophique pour l'économie britannique, peu de marges de manœuvres demeurent, à moins de retarder la date effective du « *Brexit* » ou d'organiser un second référendum, ce qui ne semble pas pour l'instant l'option privilégiée.

### Une sortie sans accord du Royaume-Uni de l'UE le 30 mars 2019 impacterait fortement le marché français

S'il apparaît encore difficile aujourd'hui de faire des conjectures, il est clair qu'une absence d'accord entraînera d'importantes perturbations du marché français de la viande ovine en 2019.

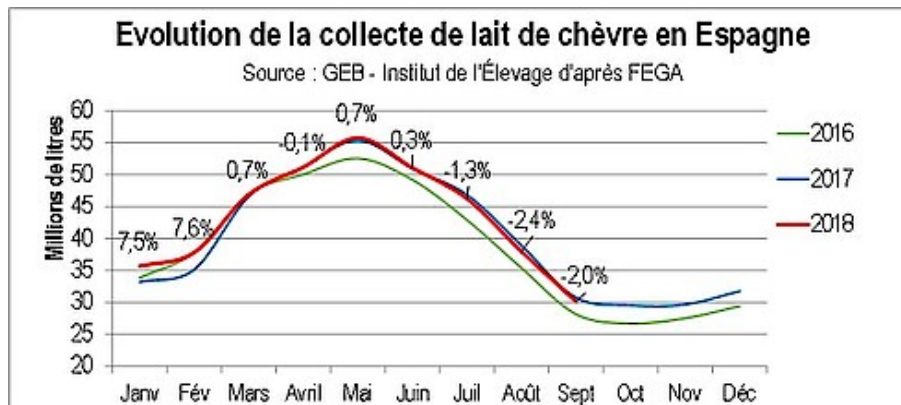
Bien que les experts d'*AHDB - Beef & Lamb* tablent toujours sur un recul de la production au Royaume-Uni début 2019, la perspective d'un « *no deal* » pourrait en effet inciter les exportateurs britanniques à expédier un maximum de marchandises vers l'Union européenne au 1<sup>er</sup> trimestre 2019, avant la fermeture des frontières le 29 mars à minuit.

À l'inverse, le rétablissement de droits de douane sur la viande ovine le 30 mars 2019 devrait stopper ou au moins fortement limiter les exportations britanniques de viande ovine vers la France (forte baisse de compétitivité) et impacter les opérateurs français (s'approvisionnant en partie en carcasses d'agneaux britanniques) ainsi que la consommation française. Si d'autres provenances (Irlande, Espagne, Nouvelle-Zélande) pourraient être amenées à compenser une partie de cette baisse, il ne faut pas pour autant oublier que ces autres fournisseurs n'ont pas la même saisonnalité de production et n'exportent pas exactement les mêmes produits que le Royaume-Uni... Par exemple, alors que les envois britanniques vers la France ont lieu principalement au 2<sup>nd</sup> semestre et sont constitués aux ¾ de carcasses d'agneaux réfrigérées, les exportations néozélandaises à destination de l'Hexagone ont lieu principalement au 1<sup>er</sup> semestre et sont composées uniquement de découpes, pour plus de moitié congelées. Les deux provenances ne sont donc pas interchangeables.

À cela pourraient enfin s'ajouter des évolutions de taux de change de la livre sterling par rapport à l'euro, impactant la compétitivité des marchandises britanniques, dans un sens ou dans l'autre.

## Repli de la collecte espagnole et remontée du prix du lait

Pour la première fois depuis 2013, la collecte espagnole de lait de chèvre s'est contractée. Simultanément, le prix du lait de chèvre, bien que toujours bas, s'est orienté à la hausse.



### Collecte en forte baisse en Espagne

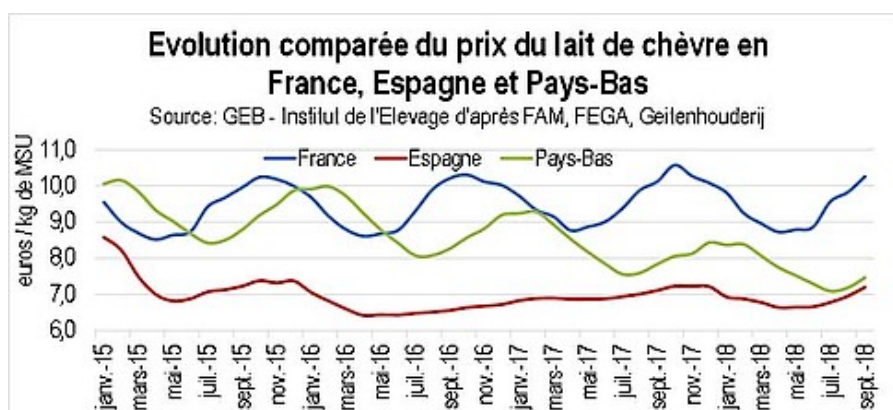
Après une hausse continue depuis 2013, la collecte de lait de chèvre en Espagne connaît une inversion de tendance. Très dynamique en début d'année, sa progression a progressivement ralenti à moins de 1% entre mars et juin, puis s'est même orientée à la baisse à partir de juillet (-1% /2017). Cette tendance s'est ensuite accentuée en août et septembre (-2%). A 390 millions de litres sur 9 mois, la collecte cumulée a progressé d'à peine 1% par rapport à 2017, très loin des 4 à 6% annuels enregistrés entre 2013 et 2017.

### Fort impact des politiques sanitaires

Bien que plus adaptées aux conditions climatiques difficiles, les chèvres espagnoles ont très certainement souffert de la sécheresse estivale qui a frappé l'Europe. Mais c'est surtout l'activation du plan d'abattage visant à éradiquer la tuberculose dans les élevages du sud de l'Espagne qui expliquerait ce repli. De nombreux éleveurs auraient profité de l'opportunité financière de ce plan d'abattage volontaire pour réformer une partie des chèvres, voire arrêter la production de façon temporaire ou définitive, dans un contexte de prix du lait de chèvre espagnol dégradé depuis maintenant 3 années alors même que la hausse du prix de l'alimentation a accentué la pression sur les élevages. Ainsi, sur 9 mois, les abattages cumulés de caprins auraient bondi de 8% en Andalousie, principal bassin de production de lait de chèvre.

### Rebond du prix du lait

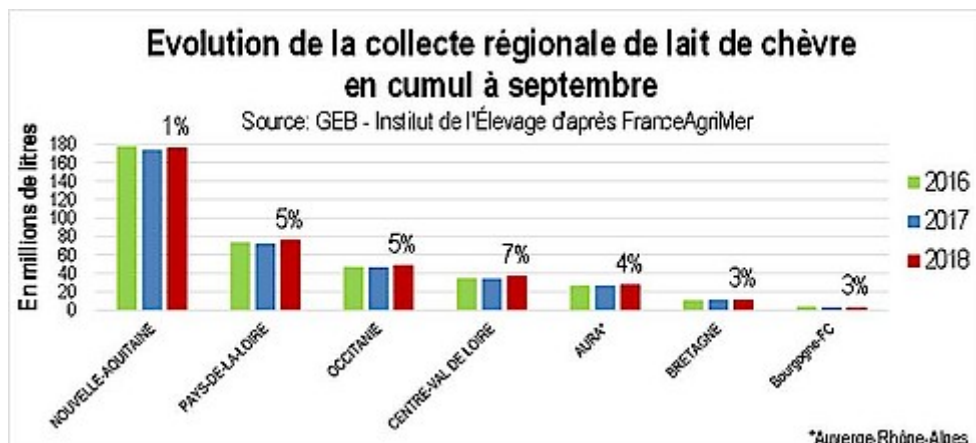
Simultanément, le prix du lait de chèvre espagnol, qui était sous pression depuis de nombreux mois, a retrouvé des couleurs. En repli de près de 3% au printemps 2018 par rapport à 2017, il a rebondi en septembre, à 7,2 €/kg de Matière Sèche Utile (soit environ 613 €/1 000 l), dépassant de 1% son niveau 2017. Cette hausse a permis au lait de chèvre espagnol de rejoindre le prix du lait néerlandais. Mais il demeure toujours très compétitif, inférieur de près de 30% au prix du lait à la production en France. La hausse du prix du lait espagnol devrait s'accélérer au 4<sup>ème</sup> trimestre et remonter à un niveau plus satisfaisant pour les livreurs en 2019.



Gruppe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

## Résorption des stocks de produits de report caprins

Le ralentissement de la collecte française, sa baisse saisonnière et le repli marqué des importations ont abouti à la résorption des stocks de produits de report.



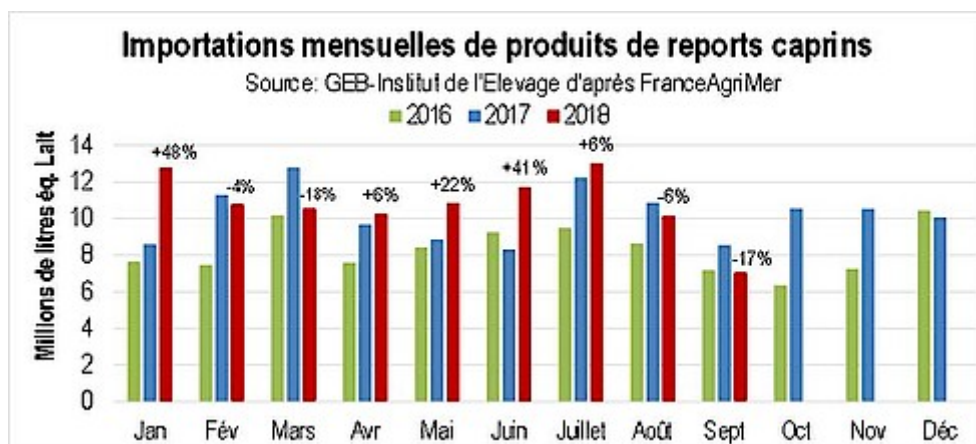
### Une progression ralentie en fin d'année

Avec près de 36,5 millions de litres en septembre, la collecte de lait de chèvre a progressé de plus de 1% d'une année sur l'autre. Certes, après les hausses mensuelles de 3% à 5% enregistrées au 1<sup>er</sup> semestre, elle a nettement ralenti. Mais, à près de 383 millions de litres cumulés sur 9 mois, elle a tout de même progressé de 11 millions de litres supplémentaires (+3% /2017). Si, comme semblent indiquer les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, le ralentissement s'accroît au dernier trimestre, elle devrait tout de même totaliser une progression annuelle d'au moins 2,5%, résultat encourageant après 4 années de quasi-stagnation.

Le ralentissement estival a été plus marqué en région Nouvelle-Aquitaine, 1<sup>er</sup> bassin de production où la progression des volumes livrés a stoppé depuis juillet. En cumulé sur 9 mois, la collecte a enregistré une progression très modérée de 1% /2017 seulement, toujours en repli de 1% par rapport à 2016. Les autres régions sont en revanche plus dynamiques : la collecte a progressé de 5% en Pays-de-la-Loire et en Occitanie, de plus de 7% dans le Centre-Val-de-Loire et de 4% en Auvergne-Rhône-Alpes.

### Un reflux marqué des importations

Extrêmement dynamiques depuis le début de l'année, les importations de produits de report caprin ont marqué le pas en août (-6%) et septembre (-17%). Cette baisse serait principalement liée à la réduction des disponibilités en Espagne, principal fournisseur des transformateurs français, dont la collecte baisse depuis juillet. Néanmoins, à près de 97 millions de litres, les importations cumulées sur 9 mois ont bondi de 7% /2017, soit près de 6 millions de litres supplémentaires. Au final, l'approvisionnement total des industriels a ainsi atteint un nouveau record : à près de 480 millions de litres sur 9 mois, il s'est étoffé de 17 millions de litres (+4% /2017).



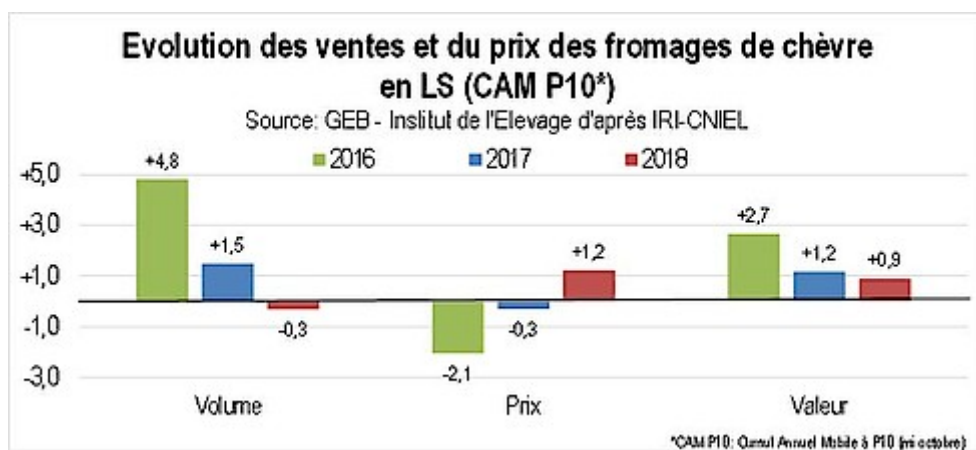


## Retour à un bas niveau de stock

Les stocks de produits de reports se sont très nettement contractés pendant l'été. A 8 000 tonnes fin septembre, ils ont perdu près de 1 500 tonnes d'un mois sur l'autre, se positionnant ainsi seulement 16% au-dessus du bas niveau de 2017. D'un côté, la baisse saisonnière de la collecte et la réduction estivale des importations ont limité les disponibilités. De l'autre, la hausse modérée des fabrications de fromages (+1% /2017) et le dynamisme des laits conditionnés (+5% /2017) et des yaourts (15%/2017) ont nécessité la mobilisation d'une part plus importante des stocks.

## Consommation morose mais l'export tire les fabrications

Les achats des ménages en fromages dans les rayons libre-service des GMS ont marqué le pas en volume et ont faiblement progressé en valeur, après avoir progressé de 1,5% en 2017 selon le panel IRI-CNIEL. La consommation française de fromages de chèvre est devenue mature et relativement sensible aux variations des prix. Ainsi, la production supplémentaire de fromages de chèvre semble avoir été principalement commercialisée à l'export. En effet, bien que les codes douaniers ne permettent pas d'en mesurer précisément l'évolution, les données d'export publiées depuis 2017 par FranceAgriMer (récente, donc à utiliser avec précautions) feraient état d'une progression de 15 à 20% des volumes exportés.



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

## De la MILC au coût de production et prix de revient du lait de vache à partir du RICA

---

L'Institut de l'élevage met à disposition des acteurs de la filière depuis la fin 2016, suite à la loi Sapin 2, un indicateur de marge laitière, la Marge IPAMPA Lait de vache sur Coût total indicé (MILC), directement dérivée de l'IPAMPA Lait de vache qui permet de mesurer l'évolution du prix du panier de charges spécifiques à la production laitière.

Ces indicateurs ont comme principal intérêt d'être particulièrement réactifs. Ils permettent d'analyser l'impact de la volatilité des prix des produits et des charges sur les résultats économiques des exploitations laitières avec un faible décalage (l'impact des prix du mois  $m$  est calculé au mois  $m+2$ ).

Néanmoins cette exigence de réactivité limite le champ des produits et des charges pris en compte aux postes qui bénéficient d'un suivi mensuel de la part de la statistique publique. Pour les produits il s'agit du prix du lait, des vaches de réforme et des veaux de 8 jours fournis par FranceAgriMer. Tandis que 70% des charges des exploitations laitières peuvent être indexées en se rapprochant des séries élémentaires de l'IPAMPA général fournies par l'INSEE et le SSP : aliments achetés de différentes natures, engrais, électricité, etc.

Pour MILC et l'IPAMPA lait de vache, on utilise des paniers de produits et de charges fixes, rebasés tous les 5 ans à partir d'exploitations réelles issues du RICA (Réseau Comptable d'Information Agricole). A l'occasion du rebasement 2015, diverses améliorations ont été proposées (cf. MILC et IPAMPA lait de vache) dont le passage à une approche « atelier lait » en remplacement d'une approche « exploitations laitières spécialisées ». Les charges des ateliers lait sont extraites et calculées à partir des comptabilités des exploitations du RICA selon les principes de la méthode de calculs des coûts de production proposée par l'Institut de l'Élevage (méthode COUPROD et manuel méthodologique).

De fait l'application de cette méthode de ventilation des charges entre ateliers au sein des exploitations ne se limite pas aux postes de charges indexés dans l'IPAMPA lait de vache. Il est donc possible, une fois par an, et non plus tous les mois, de proposer une approche complète des résultats économiques des ateliers de production de lait de vache, intégrant tous les produits, y compris les aides et autres produits (indemnités d'assurances, produits financiers exclus des produits de MILC) et toutes les charges (y compris travaux par tiers, fermages, salaires, frais financiers, etc. exclus de l'IPAMPA lait de vache).

Conformément à la méthode COUPROD, des charges supplétives sont également calculées pour rémunérer :

- » Le travail non salarié des exploitants (sur la base de 2 SMIC comme pour l'Observatoire de la formation des prix et des marges ; coût chargé intégrant un calcul des charges sociales),
- » Les capitaux propres (au taux du livret A),
- » Le foncier en propriété (fermage calculé).

D'après la méthode COUPROD, le prix de revient du lait de vache en 2016 s'établit à 396 €/1 000 l en plaine, à 410 € en montagne et à 539 € en lait « AB », d'après les exploitations sélectionnées dans le RICA pour ces trois systèmes.

Pour plus d'information :

<http://idele.fr/services/outils/milc/de-milc-aux-cout-de-production-et-prix-de-revient-du-lait-de-vache-a-partir-du-rica.html>

---

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)